

## TORNATA DEL 14 MARZO 1853

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO RATTAZZI.

SOMMARIO. *Omaggio — Relazione sul progetto di legge per cessione dello stagneto di San Gavino in Sardegna — Presentazione di un progetto di legge del deputato De Viry — Seguito della discussione del progetto di legge per l'avanzamento nell'esercito — Osservazioni del deputato Duverger all'articolo 1, e risposte del relatore Durando — Emendamento del deputato Pinelli — Opposizioni dei deputati Mezzena, Durando, Boyd e del ministro della guerra — Reiezione dell'emendamento — Obbiezioni del deputato Mellana, e risposte del ministro della guerra e del deputato Michelini — Approvazione degli articoli 1, 2, 3 e 4 — Osservazioni dei deputati Pinelli, Duverger e Menabrea sull'articolo 5, e spiegazioni dei ministri della guerra e degli esteri — Approvazione degli articoli fino all'11 — Emendamento del deputato Pinelli all'articolo 12 — Opposizioni del relatore e del ministro degli esteri — Reiezione — Approvazione degli articoli 12 e 13 — Emendamento del deputato Bottone all'articolo 14 — Parlano i deputati Mezzena, Pinelli, Boyd, Duverger, Decandia e Quaglia — Reiezione dell'emendamento e approvazione degli articoli 14 e 15 — Emendamento dei deputati Mezzena e Pinelli all'articolo 16 — Parlano i deputati Durando, Duverger ed il ministro della guerra — Reiezione — Approvazione dell'articolo 16.*

La seduta è aperta alle ore 4 e 1/2 pomeridiane.

**AIRENTI**, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente tornata, il quale, posto ai voti, è dalla Camera approvato.

### OMAGGIO.

**PRESIDENTE.** L'intendente generale d'Annecy annunzia alla Camera avere egli inviato al deputato Despine un numero sufficiente di esemplari del rapporto del signor Ansaldo, ispettore delle strade della provincia, intorno al servizio delle strade comunali, per essere distribuiti ai signori deputati.

La distribuzione di quest'opuscolo verrà fatta in questa seduta.

### RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PEL PROSCIUGAMENTO DELLO STAGNO DI SAN GAVINO IN SARDEGNA.

**SANTACROCE.** Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione sul disseccamento dello stagneto di San Gavino. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1437.)

**PRESIDENTE.** Questa relazione verrà stampata e distribuita.

### PROGETTO DI LEGGE DEL DEPUTATO DE VIRY PER DISPOSIZIONI RELATIVE ALL'ESECUZIONE DELLA PENA DI MORTE.

**DE VIRY.** Messieurs, après la vive émotion que nous avons tous ressentie à la dernière séance, et que vous avez partagée avec moi au sujet du douloureux événement qui a

jeté la consternation dans cette capitale; après les sollicitations pressantes que plusieurs membres de la Chambre m'ont adressées pour que sans plus de retard je voulusse bien rédiger un projet de loi qui tendit à supprimer la publicité donnée aux exécutions capitales, je viens déposer sur le banc de la Présidence ce projet de loi. (Vedi vol. *Documenti*, pagina 1520.)

J'espère n'avoir pas besoin de beaucoup de paroles pour convaincre la Chambre de l'utilité de ma proposition, car je vois que tout le monde l'admet. En conséquence je désire que deux bureaux s'en occupent de suite pour me mettre à même de la développer. J'y tiens surtout, car je ne voudrais pas qu'une autre exécution capitale ait lieu avant que ce projet de loi ne soit sanctionné par le pouvoir royal, et ne devienne loi définitive pour le pays. Je me réserve de le développer quand les bureaux en auront pris connaissance, et en auront permis la lecture. En attendant, je me limite à le déposer sur le bureau de la Présidence, en priant qu'on l'examine d'urgence.

**PRESIDENTE.** Sarà trasmesso agli uffizi; e, appena essi ne avranno autorizzata la lettura, sarà posto in discussione per la presa in considerazione.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE CONCERNENTE L'AVANZAMENTO NELL'ESERCITO.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca il seguito della discussione sul progetto di legge per l'avanzamento nell'esercito.

La discussione generale era stata chiusa; quindi darò lettura dell'articolo 1:

« Nessuno può essere promosso ad un grado senza che consti idoneo a riempirne gli uffizi.

« L'idoneità è accertata secondo le norme segnate da speciale regolamento approvato con decreto reale. »

La parola spetta al deputato Duverger.

**DUVERGER.** Messieurs, dans la discussion générale de l'actuel projet de loi, j'ai eu l'honneur de déclarer que le premier article de la loi me paraissait non-seulement inutile, mais même nuisible. Monsieur le ministre de la guerre, dans la réponse qu'il m'a adressée, m'a fait sentir que les arguments que j'avais présentés avaient été confutés par la Commission. C'est donc malgré les observations de la Commission que je viens me décider à persévérer dans mes conclusions.

J'ai dit que le premier article était inutile et même nuisible. Messieurs, une loi n'est pas isolée au milieu d'un système d'organisation; soit sa base même, soit ses articles sont mêlés avec d'autres lois, dont les conséquences les dirigent, les expliquent, les accompagnent et en établissent les résultats pratiques.

Le premier article a donc pour but d'établir l'idoneité dans les cadres. Pour vous prouver que l'assertion que j'ai faite est fondée, il me suffit de vous prier de considérer le moment où un militaire fait partie des cadres.

Dans un Gouvernement constitutionnel il n'y a que deux seules manières de faire partie des cadres de l'armée: l'une, en commençant par simple soldat, en parcourant régulièrement et d'après les règlements toute l'échelle des grades, et parvenant ainsi au grade d'officier; or, d'après votre loi, on n'y parvient qu'au choix. Il est donc assez facile de concevoir que tout individu qui arrivera au grade de sous-officier, après avoir parcouru toute l'échelle au choix, ne soit pas au moins *idoneo* pour les grades immédiatement supérieurs. Quant à ceux des écoles, il n'est pas nécessaire de faire observer qu'en y entrant par le concours et en sortant aussi par le concours, ceux qui arriveront au grade de sous-lieutenant seront au moins aussi *idonei* pour arriver aux grades qui suivent immédiatement leur sortie.

Par conséquent, messieurs, je vous demande: quelle est l'utilité de l'idoneité? Cet article sera dirigé contre ceux qui, étant sortis des sous-officiers, n'ont que les qualités voulues pour rester dans les grades inférieurs.

Or, messieurs, je vous ai parlé d'une veine d'avancement qui devait régner progressivement dans l'armée. Cette veine d'avancement, il faut le dire, si je considère la ventilation actuelle de l'atmosphère, sera très-restreinte dans notre armée. En conséquence, il m'est difficile de penser qu'un officier ordinaire, avant d'arriver à un grade où l'idoneité soit nécessaire, ne soit pas enlevé des rangs, soit par la retraite, soit par la réforme, soit par les débouchés qui sont donnés par le service sédentaire.

Ainsi donc vous voyez, messieurs, que dans la pratique, et c'est dans la pratique ordinaire que doit se considérer cet article, vous voyez, dis-je, que cet article est inutile, et je dirai même, en m'appuyant sur les réflexions de la Commission, qu'il est nuisible. Il est nuisible en ce qu'il est une menace sur toute la carrière des individus. Vous avez voulu récompenser le mérite par le choix, mais il ne faut pas oublier que votre loi ne veut point priver de la récompense due à leur service ceux qui suppléent au talent supérieur par leur zèle, leurs bons services et leur bonne volonté.

Il faut donc que cette bonne volonté, ce dévouement au service ne soient pas altérés par une menace qui leur fera toujours craindre de perdre le fruit de leurs travaux. Venant maintenant à la constatation de cette idoneité, comment s'y prendra-t-on?

L'idoneité, messieurs, est une expression très-élastique; la signification en est très-complexe; chacun de nous la juge suivant sa manière particulière. Ainsi il ne sera pas difficile de concevoir que cette condition d'idoneité sera non-seulement inutile dans la pratique ordinaire, mais deviendra, si on l'emploie, un moyen mis à la disposition de l'arbitraire.

Il suffit de cette réflexion, qui est tout-à-fait appuyée sur la pratique ordinaire, pour vous prouver que cet article est nuisible. Or, messieurs, si je m'appesantis sur cette dernière considération, c'est que je n'ai pas besoin de vous répéter ici ce que j'ai eu l'honneur de soumettre déjà à votre appréciation. Il est avant tout nécessaire que l'armée ait confiance dans l'autorité qui la dirige. Eh bien! puisque cette autorité vient vous demander des garanties, vient vous demander les moyens de dégager sa responsabilité, les moyens de conserver cette confiance, de se l'assurer, je crois que c'est favoriser ce désir que d'enlever de la loi un article inutile dans la pratique ordinaire et nuisible dans les circonstances extraordinaires.

Je crois devoir dire en même temps un mot sur les états de conduite. D'après ce que je vois, l'idoneité aurait pour principale base les états de conduite. Je désirerais en conséquence que les états de conduite fussent faits au moment de l'inspection, et soumis ensuite à la vérification de l'inspecteur.

De telle sorte le Ministère aurait une garantie contre toutes les erreurs, souvent involontaires, mais que l'expérience nous a démontré cependant quelquefois dues à la mauvaise volonté suscitée par les passions.

Je viens de vous démontrer que l'article premier est inutile et nuisible. C'est pourquoi vous ne serez pas étonnés, messieurs, que, conséquemment au système que je vous ai tracé dans la discussion générale, je m'abstienne de le voter.

**DURANDO, relatore.** Se la Camera ha preso conoscenza della relazione, vi avrà trovati argomenti sufficienti per indurla a respingere le obiezioni dell'onorevole preopinante; tuttavia aggiungerò poche parole a provare l'utilità di questo articolo 1 ed a dimostrare come non presenti alcun pericolo nella sua esecuzione.

L'onorevole contraddittore dice che l'articolo è inutile, perchè, quando si ha un grado inferiore, si deve presumere che si sia idoneo pel grado superiore; ma io credo che la pratica dimostri sovente il contrario, ed è appunto per questo che s'intende in questa legge stabilire che le funzioni di ogni grado si devono disimpegnare più che lodevolmente per rendersi idonei al grado superiore.

La moralità di questo articolo è così evidente che in verità mi maraviglio che l'onorevole preopinante l'abbia potuto mettere in dubbio e trovarlo inutile.

Ma egli insiste, e dice: non solo è inutile questo articolo, ma è nocivo; ed appoggia la sua asserzione su questo, che gli sembra che questo articolo suoni come una minaccia. Non vi è dubbio, questo articolo è una minaccia; ma in questo appunto sta la sua forza morale, imperocchè in esso si dice all'uffiziale: badate, se voi non disimpegnate soddisfattamente le vostre funzioni, se voi non vi occupate a perfezionarvi nella vostra professione, badate, noi vi lasceremo indietro. Sì, questa è una minaccia, ma è tale minaccia che porterà seco ottimi effetti, imperocchè gli uffiziali cercheranno di comportarsi lodevolmente nei loro rispettivi gradi e di rendersi meritevoli dei gradi superiori.

Parmi cosa evidente che questa minaccia non solamente non sarà nociva, ma riuscirà utile per l'effetto che porterà nell'esercito, ed è solo sotto questo aspetto che tale vuol essere chiamata e considerata.

Finalmente, egli ha anche detto che questo articolo sarà un'arma per le passioni; che ciascuno giudicherà dell'idoneità dal punto di vista che gli conviene, e che quindi ne succedranno abusi.

Bisogna che la Camera conosca bene quale sarà il modo con cui sarà giudicata questa idoneità. Certamente, se il giudizio di questa idoneità noi lo lasciassimo ad una persona sola, ad un capitano od un tenente, od anche ad un colonnello, veramente gl'inconvenienti segnalati dall'onorevole preopinante potrebbero accadere; ma la cosa non è così, e non si ha che a leggere il regolamento per essere convinti che questo non è giudizio d'individuo, ma un giudizio collegiale, complessivo, che portano tutti gli ufficiali superiori, cioè i colonnelli commessi alla revisione, i generali di brigata e gli ispettori generali. Per conseguenza non si ha guari a temere che questa sentenza possa essere dettata dalla passione di un individuo solo.

La legge attuale fissa solamente i principii generali degli avanzamenti, ma la sua applicazione esige un grandissimo sviluppo. Bisogna determinare gli effetti di questa legge, bisogna vedere i turni che possono farsi, poi l'anzianità per la scelta, per la formazione delle liste, il modo di proporle, il modo di applicarle; e questo non creda la Camera che sia opera di poco momento, è una cosa complicatissima; ed il regolamento attuale, il quale non è, per vero dire, che una copia, e nulla più, amplificata del regolamento francese, questo regolamento provvede a tutti questi casi, ed è composto niente meno che di 320 articoli.

L'articolo che riguarda il modo di portare un giudizio sull'idoneità è concepito nei seguenti termini:

« L'idoneità si desume dalle note caratteristiche e di condotta (sa la Camera che ogni reggimento ha il suo quadro caratteristico ed il suo quadro di condotta), e vuol essere non soltanto morale, ma anche fisica, cosicchè il candidato dichiarato idoneo risulti realmente così per l'idoneità fisica come per la condotta, contegno, zelo ed amore pei propri doveri, energia nel comando, per cognizioni sì teoriche che pratiche del servizio dell'arma, non che del grado immediatamente superiore, capace di ben esercitare in ogni circostanza e con utilità del servizio il suo grado.

« Le note d'idoneità e di non idoneità vogliono essere per ciascun candidato motivate e formulate in termini precisi, chiari e scevri di ogni ambiguità. »

Come ben vede la Camera, il giudizio d'idoneità si desume dalle note caratteristiche. È uno studio che si fa sopra ogni individuo delle molteplici qualità che si esigono per ogni grado; non può dunque il giudizio d'idoneità essere soggetto alle passioni, ai raggiri che segnalava l'onorevole preopinante, postochè qui non vi concorre un individuo solo nè pochi individui, ma vi è il Consiglio degli ufficiali superiori, vi è il colonnello, vi è l'ispettore generale, vi è il generale di brigata, e vi è infine il ministro della guerra. E sarebbe inoltre molto difficile il supporre che tutti questi uomini siano mossi da una passione od intrigo, pericoli a cui sembrava accennare l'onorevole preopinante.

Parmi dunque che la Camera possa approvare questo articolo, primieramente perchè esso è utile per l'effetto morale che produrrà nell'armata; secondariamente perchè non può produrre quelle tristi conseguenze a cui faceva cenno l'onorevole preopinante, mentre il giudizio che sarà portato sull'idoneità di ogni ufficiale è siffattamente regolato che non darà luogo ad alcun grave sconcio, ma al più a quelle lievi imperfezioni che sono inerenti a tutte le istituzioni umane.

**DUVERGER.** L'honorable rapporteur de la Commission

m'a fait supposer que je croyais que, lorsqu'on était arrivé à un grade, on était capable de remplir le grade supérieur. Telle n'a pas été ma pensée. J'ai dit que ceux qui sortaient, soit des écoles, soit au choix, de la classe des sous-officiers, étaient au moins capables de parcourir les grades inférieurs, et que ce n'était donc qu'au moment où ils devraient passer aux grades supérieurs qu'ils avaient besoin d'une idoneité supérieure.

Or je dis que dans la pratique, avançant seulement à l'ancienneté, vu la restriction apportée à l'avancement même, ces individus doivent être enlevés à l'armée, soit par la retraite, soit par le service sédentaire, et en conséquence cet article devient inutile. Maintenant monsieur le général Durando a avoué avec moi que cet article était une menace. Précisément d'après cela, je crois mes arguments tout à fait incontestables; si la Chambre veut créer une menace perpétuelle sur la carrière des officiers, je l'engage à voter en faveur de l'article défendu par monsieur le rapporteur de la Commission. Quant à moi, qui n'aime pas cette menace, je soutiendrai encore le système que j'ai adopté au commencement de cette discussion, et je m'abstiendrai de voter en faveur de cet article.

**PINELLI.** Nella tornata di sabato, durante la discussione generale, io aveva espresso il desiderio di vedere introdotto nella legge il modo di definire l'idoneità. Ciò sarebbe certamente più equo e più acconcio onde allontanare qualunque sospetto di favoritismo; non nego però che questo presenta molte difficoltà nell'esecuzione; me ne convinsero le solidissime ragioni addotte dall'onorevole signor relatore della Commissione, non che da altre persone a me note; di modo che vedo che il voler introdurre nella legge tutte le norme le quali debbono regolare il modo di avanzamento dell'esercito, il modo di formare le liste e tutte le altre parti regolamentari, non avrebbe per iscopo che di renderla voluminosa assai e forse più confusa.

Io non posso però adottare l'articolo 1 senza proporre alla Camera un nuovo alinea da aggiungersi a quest'articolo, il quale sarebbe così concepito:

« Non potrà però mai venire riputato idoneo quel militare che, senza essere stato impedito da ordini superiori, non abbia preso parte alle campagne che avessero avuto luogo mentre copriva l'attuale suo grado. »

Le ragioni che m'inducono a proporre questo alinea sono così patenti, così chiare che veramente confido che non avrò bisogno di molte parole per dimostrarne la necessità alla Camera.

Signori, checchè si dica delle virtù militari, la prima, la indispensabile, quella senza la quale tutte le altre sono nulle, si è il coraggio; or dunque la legge non fa differenza fra colui il quale, quando l'occorrenza si presenta, è chiamato a dare prove di coraggio e colui che invece darà prove di molta abilità e di moltissime cognizioni, ma che vive lontanissimo dal pericolo a cui si espongono i suoi compagni; io sono d'avviso che questa legge chiamare si possa difettosa. Quando io parlo dei pericoli a cui vanno incontro i militari che prendono parte alla guerra, non intendo soltanto accennare al pericolo della via.

Il pericolo della vita è certamente cosa da considerarsi, perchè grande è l'amore dell'umana razza per la medesima; il pericolo della vita sarà certamente il primo ed il più grande, ma ve ne sono altri ancora a cui forse non ha posto mente la Commissione. Io so che l'uffiziale il quale si trova alla testa di una ragguardevole forza, oltre ad essere personalmente esposto ai colpi del nemico, è pure soggetto a con-

seguenze gravissime, quali sarebbero quelle di non compiere esattamente ai doveri suoi. Molti sono i modi in cui si può mancare al proprio dovere, e non abbiamo che ad aprire la storia per vedere tanti intrepidi uffiziali, i quali in molte e molte occasioni avevano dato ottima prova di loro, riuscire al di sotto della missione che avevano ricevuta, sebbene fossero dotati di straordinario valore ed animati dalla più ardente volontà di adempire al debito loro.

Le severe leggi militari, la dura necessità di dare esempi in tempi gravissimi chiudono il cuore alla pietà, e fanno sì che vengano colpiti uomini che pure hanno tanti titoli alla benemerenzza della patria. Testimonio ne sia la vergognosa capitolazione di Baylen, ove i generali divisionari di Dupont, quantunque avessero rifiutato di aderire ai patti fatti dal loro capo, e non obbedissero che quando il generale Dupont ne rinnovò ad essi l'ordine, e quando il generale nemico minacciò di passare l'esercito a fil di spada, pure furono dall'imperatore Napoleone sacrificati alle dure leggi della disciplina.

Venendo a tempi più recenti, noi vediamo nel principio dei torbidi della Lombardia del 1848 il generale Zichy severamente punito per la capitolazione di Venezia. Possiamo poi, in circostanze dolorose per la patria nostra, ricordare un generale il quale aveva fatto con onore, con gloria le campagne napoleoniche, avere mancato della necessaria fermezza in un momento di sollevazione in una delle città nostre. Mille sono pertanto le circostanze in cui un uffiziale deciso a fare il suo dovere può tuttavia compromettersi.

Nè mi si dica che questi casi arrivano solo nei gradi elevati; qualunque militare col grado di capitano o di maggiore può vedere affidata al suo valore la difesa di qualche opera di fortificazione passeggera, può essere di avamposto, può ricevere l'ordine di difendere sino all'estremo un passo qualunque.

Coraggioso personalmente, pronto a dare la vita pel suo paese e per l'onore delle armi, molte volte pur troppo si lascerà piegare dalla pietà vedendo cadere a torme a' suoi fianchi i suoi soldati; e, persuaso dell'inutilità di perdurare in una difesa, credendo di avere ampiamente soddisfatto al debito dell'onore, consegnerà il posto o darà l'ordine della ritirata. Le severe leggi militari lo trovano colpevole, e lo condannano alla dimissione, e forse alla destituzione, se non alla morte.

Tutti questi rischi non corre colui che, quantunque si renda utile al suo paese, non abbandona però la patria, e resta negli uffizi, al Ministero, ai collegi e simili. Nell'uffizio a cui appartenevo quando si discusse la legge, opinò taluno che in quelle circostanze il lavoro che hanno da fare questi uffiziali addetti agli uffizi è infinitamente maggiore di quello che hanno da fare in tempo di pace. Io non lo nego; ripeto però che sarà lavoro materiale, d'ingegno, se si vuole, ma lavoro a cui, senza rischio da correre, terranno dietro ben presto e premi e gratificazioni.

Per tutte queste considerazioni io stimo di dover proporre alla Camera l'alinea che ho già formulato.

**PRESIDENTE.** Ne darò lettura:

« Non potrà però mai venire riputato idoneo alla promozione quel militare che, senza esserne impedito da ordine superiore, non abbia preso parte alle campagne che ebbero luogo mentre egli copriva l'attuale suo grado. »

Domando se sia appoggiato.

(È appoggiato.)

**MEZZENA.** Intendo di esporre una breve osservazione soltanto sulla formula di quest'alinea.

Non contendo essere giusto il concetto espresso dal deputato Pinelli preso in generale; ma qual è quell'uffiziale che non prende parte alla campagna se non è impedito da un ordine superiore? O egli riceve l'ordine di marciare, o non lo riceve. Se egli non riceve quest'ordine, fa il suo dovere rimanendo al luogo dov'è; se poi non parte quando è comandato, allora egli merita la destituzione. Si dovrebbe, almeno così mi pare, vedere modo di formulare meglio il concetto.

**DURANDO, relatore.** Le poche parole dette dall'onorevole Mezzena mi pare che risolvano quasi la questione. È lodevole certamente l'intendimento dell'onorevole deputato Pinelli, ma non so come possa applicarsi in pratica. Quando si dichiara la guerra, una parte dell'esercito compie il suo dovere andando in campagna, ma bisogna pure che un'altra parte rimanga nel paese; e supposto anche che ci vada tutta intera, vi rimarrà sempre per lo meno il ministro della guerra, il primo uffiziale e quegli altri uffiziali che sono pur necessari alla direzione stessa della guerra. Perché dunque non saranno reputati idonei questi uffiziali i quali disimpegnano funzioni indispensabili, e fanno lodevolmente il loro stretto dovere? Ma, dice l'onorevole deputato Pinelli, quando questi uffiziali abbiano ricevuto l'ordine di rimanere, in questo caso saranno pure riputati idonei.

A questo risponde l'osservazione dell'onorevole deputato Mezzena, che ripeterò: o si dà l'ordine di partire, e certamente bisogna ubbidire; o non si dà quest'ordine, e perché allora vorrete punire un uffiziale che ha adempiuto al suo dovere rimanendo nella situazione in cui era? Io ricorderò alla Camera che molti di quegli uffiziali a cui forse alludeva l'onorevole preopinante richiesero nella guerra scorsa di entrare in campagna (e di questi avvenne uno che fa parte di questa Commissione, il quale chiedeva di andare alla guerra); ed il ministro loro rispondeva: voi siete comandati al tale posto, disimpegnate colà le vostre funzioni, servite colà la patria, rimaneteci. Ebbene, che colpa hanno questi se non sono entrati in campagna? Non saranno forse idonei? Ognuno vede dunque che questo non si potrebbe determinare in principio assoluto; nella pratica poi, quando si tratti di scelta, il ministro della guerra deve avere riguardo a quelli che sono stati in campagna, ed a condizioni eguali deve dare a questi la preferenza.

**PINELLI.** Domando la parola.

**DURANDO, relatore.** Reputo che il ministro attuale farà così; anzi so che gli fu già fatta accusa di essere troppo rigoroso e severo per ciò che riguarda le promozioni di quelli che non poterono prendere parte alla guerra. Almeno su questo punto ho sentito io stesso varie lagnanze, le quali però nè io nè l'onorevole deputato Pinelli gli ripeteremo. Dunque l'introdurre nella legge un principio così assoluto, così esclusivo, non è conveniente, salva sempre al ministro la facoltà di applicarlo in pratica, secondo i casi, secondo le circostanze; per queste ragioni la Commissione all'unanimità, meno l'onorevole proponente, rifiuta quest'aggiunta.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Pinelli.

**PINELLI.** Le ragioni addotte dall'onorevole signor relatore non mi rimuovono punto dal mio proposito, come neppure quelle dell'onorevole deputato Mezzena, a meno che si tratti di cambiamento insignificante nella redazione. Sul merito poi del mio emendamento risponderò all'onorevole signor relatore che io so benissimo che vi sono molti uffiziali i quali chiesero di entrare in campagna, e che ciò non venne loro concesso, del che essi si lagnano; che anzi, dirò di più, so esservi perfino di quelli che hanno avute delle lettere in cui loro si diceva di rimanere al loro posto, che si sarebbe

tenuto conto delle loro domande, quantunque poi questo non abbia avuto luogo. Questi tali si trovano nel numero di coloro che sono stati impediti da ordine superiore; ma coloro ai quali io alludo sono quelli che prima del 1848 si trovavano aggregati a qualche divisione in numero straordinario, e che vi rimasero, e che poi rientrarono nei reggimenti invocando la loro anzianità.

Io dico che questi tali che si presentarono dopo la guerra invocando l'anzianità, l'acquistarono per la morte di quelli che si presentarono al fuoco dell'inimico, o perchè altri si dovettero ritirare per le malattie contratte in campagna.

A questo modo sicuramente, se uno starà venti anni in patria diventerà il più anziano di tutta Europa. (*ilarità*)

Io dico che il mio emendamento tende essenzialmente a mantenere vivo nell'armata il desiderio della guerra, perchè la guerra è lo stato normale del militare. Questa definizione dello stato militare parrà inumana, ma è però tale, e per il soldato non vi ha che il tempo di guerra in cui sia soddisfatto della sua carriera; è il tempo in cui è chiamato a mostrare i suoi talenti, esponendo la sua vita per la patria, e non quando rimane inutilmente nelle città a passeggiare. Io dico per conseguenza che, nell'interesse dell'esercito, deve essere posta la condizione *sine qua non* che qualunque ufficiale il quale senza forti motivi richiesti dalla necessità rimane in patria, e non rientra nelle file dei combattenti, non possa progredire nei gradi.

Vi sono però, dico, dei casi da eccettuare, e ne cito uno: nel 1848, il 15° reggimento di fanteria essendo destinato a stanziare in Savoia, i bravi ufficiali di quel corpo chiesero di essere mandati alla guerra; il Ministero rispose loro che rimanessero in Savoia al loro reggimento, e che nulla avrebbero sofferto per riguardo all'avanzamento, essendo calcolati come presenti in campagna. Ed io lodo molto il Governo, poichè, venuto l'armistizio, due capitani del 15° reggimento di linea, i quali contavano già un'anzianità, furono promossi al grado di maggiore con vera soddisfazione di tutto l'esercito, il quale invece vedeva con dolore che uomini i quali non contavano che 10 a 12 mesi di grado erano stati promossi al grado di maggiore prima di quei due capitani.

Per queste ragioni io credo di dover insistere nel mio emendamento.

**LA MAHMORA**, ministro della guerra. Per rischiarare la questione testè sollevata e convalidare le ragioni addotte dall'onorevole relatore per combattere le osservazioni del deputato Pinelli, credo che possa giovare che io faccia presente alla Camera come siano compilati gli stati di condotta di cui essa ha già sentito parlare, senza che abbia potuto realmente farsene una giusta idea. Ogni ufficiale ha un foglio a lui relativo, nel quale si descrivono le note che lo concernono, e che compongono il così detto stato di condotta, il quale si rinnova ogni anno per gli ufficiali subalterni; questo stato è formato dagli ufficiali superiori di ogni reggimento, i quali lo redigono e lo firmano; per gli ufficiali superiori lo stato è compilato dal colonnello e dal generale di brigata; pei colonnelli dal generale di brigata, ma lo stato è anche firmato dal generale di divisione.

L'onorevole Duvergier osservò opportunamente che, trattandosi in questi stati della sorte degli ufficiali, era desiderabile che anche l'ispettore vi avesse partecipazione; solo mi stupisce che egli non sappia che questa appunto è una delle attribuzioni principali degli ispettori. Pochi giorni sono ho avvertito come l'ispettore, quando arriva ad un reggimento, deve ripassare uno ad uno tutti gli stati di condotta e farvi le sue osservazioni. Questo invero è necessario, perchè da

questi stati dipende la scelta; e, siccome in tutti i corpi non si parte da un egual punto di vista, ed in alcuni si allarga la mano, mentre in altri si è più rigorosi; così, per chiarire le cose, è assolutamente necessaria l'opera dell'ispettore. Nè questa è una cosa nuova, ma si pratica già da due anni.

Se la Camera vuol vedere tutti i punti su cui rispondono queste Commissioni che devono riferire sulla condotta di tutti gli ufficiali in attività di servizio, ed in parte anche degli ufficiali fuori di servizio, nulla mi sarà più agevole che il soddisfare a questo desiderio, avendo meco uno di questi stati. La prima pagina comprende ciò che si chiama *la matricola dell'uffiziale*, cioè il nome, l'età, se è ammogliato, se ha famiglia, insomma tutte quelle circostanze caratteristiche che non hanno influenza sulla sua condotta. La seconda pagina è divisa in vari capi relativi al fisico, all'intelligenza, al modo di fare il servizio, all'abilità negli esercizi, alle cognizioni, al coraggio, alla condotta e carattere, al cavalcare; seguono poi le indicazioni speciali per gli ufficiali superiori. I detti capi contengono ciascuno varie indicazioni; così, ad esempio, per ciò che riguarda il fisico debbesi scrivere se l'individuo è robusto, se di bell'aspetto, se svelto, se forte, se di buona vista.

Sull'intelligenza: se pronta, se tarda, se ottusa.

Come fa il servizio: se con esattezza, se con zelo, se solo per dovere, se male, se è autorevole, come fa l'istruzione, se s'interessa pel soldato, se ne è amato, come cura la sua tenuta, se mostra abilità negli esercizi, nella ginnastica, nel nuoto, nel tiro al fucile; se è buon camminatore, buon cacciatore, buon schermitore.

Sulle cognizioni: nei vari regolamenti, in topografia, nel disegno di figura, in quello di paese; se ama lo studio, se ha cognizioni speciali, e quali.

Sul coraggio: se risoluto sempre o risoluto all'occorrenza; se di sangue freddo, se ispira ardore e confidenza ne' suoi inferiori, se timido.

Certamente per ispirare confidenza si richiede coraggio e quella dose di perspicacia necessaria per poter dare un comando, e non comprometterlo. Non è solo il coraggio personale che ispira fiducia, quel coraggio che spinge un ufficiale a sfidare intrepido la morte; ma bisogna che chi ha comando stia al suo posto, faccia stare gli altri, e faccia eseguire a ciascuno il suo dovere.

Ritorniamo allo stato.

In esso si scrive relativamente alla condotta e carattere di un ufficiale: se ei fa dei debiti e per qual cagione, come si regola ne' suoi privati affari, se è dato al giuoco, se è dato al vino, se è gioviale, se è collerico, se è amato e stimato; e il suo contegno coi cittadini, se è agile nel cavalcare; per la cavalleria si esige un po' più; ma, se è per la fanteria, si domanda soltanto se cavalca volentieri, se cavalca risoluto, e se tiene buoni cavalli.

Riguardo all'intelligenza poi, come comanda il battaglione, come conduce il reggimento nelle evoluzioni, se ha colpo d'occhio nel disporre le truppe sul terreno, come si serve delle carte per le operazioni militari. E tutto questo credo che basti per rispondere alle osservazioni fatte dal deputato Pinelli e per dimostrare che si tiene grandissimo conto di coloro che hanno fatte le campagne e del modo col quale le hanno fatte.

Ci sono a questo riguardo persino le parole stampate; ecco: si domanda se hanno fatte campagne di guerra, e con quale esempio hanno animati i soldati; si domanda se l'uffiziale ha mostrato energia, se mal umore; si domanda se ha fatto il servizio nella truppa di linea o nelle altre armi; se

ha fatto viaggi; se ha avuto missioni; se si è distinto sopra gli altri in qualsiasi maniera; insomma tutte quelle ulteriori indicazioni che possono contribuire a far conoscere il suo merito per l'avanzamento.

Vede dunque la Camera che con questo foglio si caratterizza un ufficiale al punto che, venendo all'epoca delle promozioni, si può con fondato giudizio e senza tema di commettere delle ingiustizie, venire a fare una buona scelta.

Aggiungasi poi che sono pochi certo quei ministri i quali si vogliono, nell'interpretazione di queste nozioni, fidare a se stessi; io consulto sempre l'ispettore dell'arma a cui appartiene l'uffiziale.

Io domando se si possa maggiormente garantire l'avanzamento dell'esercito. Giova osservare che tali guarentigie non esistono negli altri Stati. In Francia, a cagion di esempio, l'ispettore sta cinque o sei giorni presso un reggimento, fa la sua nota, e la dà al ministro, e nulla più. Si noti ancora che io percorro tutti questi stati; e, quando vi scorgo alcuna cosa che non è ben chiara, li rimando di nuovo al reggimento, onde mi si forniscano le spiegazioni che sono ancora necessarie.

In tal guisa io reputo che non si possano commettere le ingiustizie e gli atti di parzialità a cui si è accennato.

**BOYL.** Sebbene a prima vista l'aggiunta proposta dal deputato Pinelli sembri utile, nulladimeno potrebbe produrre non lievi inconvenienti. Per ciò dimostrare mi varrò appunto degli esempi che egli stesso ha citati.

Il deputato Pinelli opina che coloro che non fecero le campagne non si possono promuovere. Io farò notare che egli stesso ha fatto cenno di un generale che si è distinto nelle guerre napoleoniche, ma che non ha fatto le nostre campagne.

Questo generale, se non si fosse trovato in simile posizione, conserverebbe ancora il suo grado; ma esso non era in campagna: si trovava in una piazza forte, e venne punito e, se non erro, destituito per avere mancato al suo dovere, e questo certamente, secondo il deputato Pinelli, non si sarebbe dovuto permettere.

Io porto opinione che non si debba accettare questo emendamento, perchè certamente non tutti quelli che vestono l'uniforme debbono andare alla guerra.

Vi sono moltissimi casi in cui un ufficiale debbe ritorsi dall'accorrere sul campo di battaglia, come, ad esempio, quando è posto al comando di una piazza od al governo delle munizioni da guerra e simili.

Vi sono molti distinti ufficiali di artiglieria i quali erano obbligati di rimanersi in città per provvedere alle munizioni necessarie alla campagna, e questo non può tornare a loro colpa. Nella brigata posta sotto il mio comando, per esempio, avvi un maggiore il quale non ha potuto partecipare ai pericoli della guerra, perchè si trovava in sito dove necessità richiedeva che si rimanesse; con tutto ciò dall'attuale signor ministro della guerra non fu promosso al suo turno, perchè non aveva preso parte alla guerra, quantunque ciò fosse avvenuto contro il voler suo, e non se gli potesse attribuire a colpa.

Quindi io stimo che, se si ammettesse l'emendamento proposto dall'onorevole deputato Pinelli, si correrebbe rischio di commettere molte ingiustizie, perchè, ripeto, vi sono dei casi in cui un ufficiale deve rimanersi al suo posto, perchè necessità il richiede, contro il voler suo, il che certamente lo impedisce dal portarsi sul campo di battaglia, la qual cosa non può menomamente essergli attribuita a colpa. Per queste ragioni respingo l'emendamento del deputato Pinelli.

**PINELLI.** Poichè il signor ministro ha parlato di stati caratteristici, dirò come era precisamente mio intendimento di osservare al ministro che il modo in se stesso potrebbe essere modificato, poichè veramente il chiamare se sia generoso un ufficiale, un sottotenente, il quale ha meschinissimo lo stipendio, non mi pare troppo opportuno, come pure il chiamare se è gioviale, è cosa che non pare troppo ovvia; vuol dire adunque che, se un ufficiale ha sortito dalla natura un carattere melanconico, non sarà considerato nelle promozioni solo perchè non è gioviale; osservo di volo questo semplicemente perchè il signor ministro ha dato lettura di un modulo; ma altrimenti la cosa è estranea alla questione.

Ritorno al mio emendamento.

Se gli stati caratteristici fossero sempre compilati con giustizia, e se si potesse avere la certezza che tanto l'attuale ministro come i ministri futuri si atterranno scrupolosamente alle regole di giustizia ed a quanto sarà iscritto sugli stati caratteristici, si avrebbero tali guarentigie che non sarebbe più necessario il mio emendamento. Ma lo stato caratteristico indica la condotta, i difetti e le buone qualità dell'uffiziale; ma non dice, per esempio: il tale ufficiale non ha fatto la campagna perchè ha preferito di stare dieci anni all'azienda generale di guerra; non dice: non ha fatto la campagna perchè è stato attaccato alla divisione di quella città, ove aveva famiglia; lo stato caratteristico dice solo: il tale ufficiale ha fatto o non ha fatto la campagna; il signor ministro solo saprà poi perchè quest'uffiziale non ha preso parte alla guerra, e solo potrà giudicare se fu plausibile o no il motivo.

Il signor ministro adduce quanto si pratica nell'esercito francese.

Mi rincresce che così leggermente si proceda nell'esercito francese in ordine alle promozioni; ma spero che così non si farà nel nostro paese, e che se ne smetterà il mal vezzo quando mai si fosse preso.

L'onorevole Boyl parlando d'un generale al quale io aveva fatto allusione, disse che aveva fatta la campagna.

Gli risponderò che quando un generale è posto a custodia di una città qualunque e specialmente di una piazza forte, e viene aggredito da una popolazione che si solleva, e lo attacca, sia con archibugiate, sia con sassi o con acqua bollente, si può sempre dire che egli è in guerra e la sua truppa entra di fatto in campagna, sebbene non siasi per decreto dichiarato che essa è sul piede di campagna; dal momento che è attaccato, che si fa fuoco sui suoi soldati, egli è in istato di guerra, di modo che io confesso che nè gli argomenti del signor ministro, nè quelli dell'onorevole relatore, e dell'onorevole Mezzena non mi hanno per nulla dimostrata l'inutilità della mia proposta.

Io citerò un fatto che succede tutti i giorni nell'esercito. Quando un sottotenente passa tenente in un altro corpo, e quando entra in un corpo un capitano, un ufficiale di qualunque grado, sa la Camera, in questa brava armata piemontese in cui il valore è innato, e in cui, malgrado tutti gli sforzi che si fanno per reprimerlo, viene per così dire, sempre a galla, sa, dico, la Camera quali sono le prime domande che escono dalla bocca di tutti? Si chiede: ha fatto la campagna quell'uffiziale? che corpo era? Dov'è stato?... Si è battuto?... Questo deve provare alla Camera quanta importanza dia l'armata al sapere se l'uffiziale che si presenta con un grado più o meno elevato ha fatto la sua prova in faccia al nemico. Dico questo affinchè la Camera si penetri bene dell'importanza dell'emendamento che io ho proposto. Que-

sta sarà pei soldati la guarentigia migliore che i loro capi avendo dato prova nelle circostanze del loro valore sapranno non solo comandarli, ma condurli al fuoco, incoraggiarli col l'esempio, e marciare seco loro ad un attacco alla baionetta. E questa è la prima certezza che devono avere i soldati per aver fiducia nei loro capi.

**MEZZENA.** Io non ho combattuto che la compilazione dell'aggiunta proposta dall'onorevole deputato Pinelli, non ho combattuto il principio al quale anzi m'accosto in gran parte.

Osservo però che in un esercito ben disciplinato il coraggio deve essere considerato come inerente agli individui che lo compongono, nè devesi porre in dubbio.

Certamente, quando un ufficiale non ha fatto campagna alcuna, bisogna riflettere ben bene prima di accordargli un avanzamento, ma quando ha dimostrato il suo coraggio in una campagna, e che quindi per la sua posizione non si trova comandato a raggiungere un'altra volta il suo reggimento, ed ha un'altra destinazione, non so il perchè dovrà subire le conseguenze funeste di questo fatto indipendente dalla sua volontà. Quando un ufficiale chiedesse di avere una data destinazione, con previdenza che quella destinazione concorresse ad esimerlo dall'affrontare i pericoli della guerra, allora credo benissimo che l'applicazione di quest'emendamento sarebbe opportuna; ma quando l'uffiziale riceve una destinazione, deve adattarvisi. Del resto, è chiaro che il militare deve andare alla guerra, e quando ne ricevesse l'ordine e non vi andasse, deve essere destituito, chè sarebbe indegno di continuare nel servizio.

**DUVERGER.** Lorsque j'ai parlé, il y a un instant, des états de conduite, je n'ignorais pas que ces états avaient été depuis deux ans consultés par l'inspecteur. Ce sont donc les anciens états, ceux de l'année précédente, qui sont examinés par lui. Mais l'objet de ma demande, c'est que les nouveaux états fussent visés par l'inspecteur qui, donnant audience à tous, comme l'a dit monsieur le ministre de la guerre, peut, dans le cours de son inspection, s'assurer si ces états sont justes. C'est un stimulant pour les chefs qui doivent les préparer, pour les faire aussi exacts que possible, parce que les inspecteurs pourraient remarquer la moindre irrégularité. Voilà la seule observation que je voulais faire. Quant au détail des états de conduite, que monsieur le ministre nous a donné, il est certain qu'on ne peut nier la sagesse de la compilation. Ainsi, par exemple, par générosité chez les officiers, il entend évidemment parler de la générosité militaire. Je ne fais que cette seule observation. Quant aux observations faites par l'honorable monsieur Pinelli, je crois qu'elles ne sont pas sans opportunité; mais je crois aussi qu'il est bien difficile, dans un amendement à un article, de pouvoir y obvier. Ainsi, il y a certaines classes d'officiers qui, pendant l'armistice, ont quitté leurs rangs, et qui ont trouvé bon d'y rentrer quelque temps après le traité de paix, au moment où leur tour d'avancement allait arriver. Je crois que monsieur le ministre de la guerre a suffisamment su prendre à leur égard les mesures qu'il a jugées convenables pour que nous n'ayons besoin de lui fournir de nouveaux conseils à ce sujet. Si je fais cette observation, ce n'est donc pas pour l'engager à sévir contre cette classe d'officiers, mais uniquement pour l'inviter à voir quelle distinction il y a à faire entre eux et ceux de leurs camarades qui, étant malades ou même légitimement commandés ailleurs, ont tous quitté spontanément pour partager les dangers de leurs camarades à l'armée.

On comprend qu'il y a une grande différence entre ces

deux classes; mais je le répète, je ne crois pas que dans l'amendement de l'honorable député Pinelli, on puisse y remédier, quoique cependant je ne nie en rien la justesse de ses considérations.

Je crois qu'il est difficile de mettre une classification légale à cet égard, et qu'il faut accorder quelque chose à la pratique de celui qui doit diriger les affaires de l'armée. Pour mon compte particulier, je ne puis voter son amendement, étant décidé à ne point voter l'article premier.

**PRESIDENTE.** Metterò ai voti l'aggiunta proposta dal deputato Pinelli. (*Vedi sopra*)

(La Camera rigetta.)

**MELLANA.** Io proporrei una variazione all'alinea di quest'articolo, che, a mio parere, vorrebbe essere così concepito:

« L'idoneità è accertata secondo le norme segnate da speciale regolamento approvato con reale decreto pubblicato ed annesso alla presente legge. »

Ammetto anch'io che gravi considerazioni possono far sì che si debba riservare ad un decreto reale e non ad una legge lo stabilire le norme dell'idoneità, ma mi pare che queste norme debbano pure avere un carattere duraturo quanto la legge. La Camera può concedere, ove il creda, all'attuale ministro la formazione di questo regolamento, ma se ad ogni cambiamento di Ministero, potesse senza il concorso del Parlamento mutarsi il regolamento, per favorire forse qualcheuno, mi pare che ciò non sarebbe conveniente. Quindi mi sembra che potrebbesi accettare la mia proposta, che si è quella di lasciare al regolamento lo stabilire le norme d'idoneità, con che però esso sia approvato con decreto reale, il quale sia pubblicato unitamente alla legge, locchè vorrà dire che, una volta fatto, non possa più essere mutato, se non che rivedendosi la legge stessa.

**LA MARMORA,** ministro della guerra. Io non saprei quale differenza vi sarebbe allora tra una legge che contenga anche le parti regolamentari ed un regolamento che debba essere unito alla legge stessa, e per conseguenza non si possa più variare.

Debbo poi avvertire che, siccome il regolamento attuale venne fatto prima che si presentasse questa legge, e che questa venne dal Senato in alcune parti mutata, d'accordo col Ministero, così converrà di necessità variarlo in alcune parti per metterlo d'accordo colla legge. Queste mutazioni però non si potranno fare sin che la legge non sia definitivamente adottata.

Io quindi non posso in nessun modo accettare l'emendamento del deputato Mellana.

**MICHELINI.** Per verità mi sembra che l'onorevole ministro della guerra abbia ragione, considerando la cosa costituzionalmente, nell'opporsi alla proposta del deputato Mellana; perchè difatti non avvi differenza di sorta tra un regolamento il quale non si possa cambiare, che sia annesso ad una legge, e ne faccia parte, ed una legge: allora tanto varrebbe tradurre quel regolamento in legge. Credo tuttavia esservi qualche cosa di buono nella proposta Mellana, ove essa si limitasse a domandare che la Camera tutta potesse conoscere il progetto di regolamento di cui si tratta, cioè che fosse stampato e distribuito.

Non bisogna dimenticare che, siccome la legge si riferisce per la parte più essenziale al regolamento, così noi dobbiamo conoscere questo regolamento: senza di ciò voteremmo alla cieca questo articolo 1.

Per avvalorare questa mia proposta aggiungo che tal cosa si è fatta in altri paesi retti costituzionalmente.

Fra tutti gli altri esempi mi sovviene quello della Francia, quando vi era in vigore in tutta la sua pienezza il regime parlamentare.

Nel 1833, unitamente al progetto del Codice forestale, il Ministero presentava un progetto di regolamento per la esecuzione del medesimo.

Per verità questi regolamenti non possono essere definiti, ed a questo riguardo ha pur anche ragione il signor ministro; ma ciò non toglie che la Camera, vedendo questo progetto, possa farsi un giusto concetto del modo con cui il potere esecutivo intende di attuare la legge.

Quindi se la mia domanda non incontrasse gravi difficoltà, io proporrei che il progetto di regolamento cui accenna il signor ministro fosse stampato e distribuito alla Camera.

**MELLANA.** Mi pare di non essere stato compreso né dal signor ministro, né dall'onorevole deputato Michellini. Quando ho parlato della pubblicazione della presente legge io non intendeva che il regolamento fosse annesso alla legge, perchè allora bisognerebbe discuterlo: io accetto quanto pare che la Camera abbia deciso, che, cioè, il regolamento non faccia parte della legge, e sia compilato dal potere esecutivo, ma quanto mi sta a cuore e che voglio antivenire si è che questo regolamento venga mutato a capriccio. Io posso ammettere che si lasci al potere esecutivo la confezione del regolamento, ma vorrei che una volta fatto questo regolamento fosse durativo e non mutabile a beneplacito, affinché i militari, emanata la legge e annessovi il regolamento, sappiano quali sono i dati dietro cui si giudicherà della loro idoneità e che questo regolamento non possa essere mutato se non quando fosse mutata la legge medesima.

Questo è il significato delle mie parole.

**DI SAN MARTINO, ministro dell'interno.** Io credo che in tutte le leggi si deve partire dal principio che tutto quanto è prevedibile spetta al potere legislativo, e i casi variabili debbonsi lasciare al potere esecutivo.

Partendo da questo principio, io ritengo indispensabile che si lasci ad esso la formazione di questo regolamento che determinerà l'idoneità, inquantochè questa deve essere il risultato dei progressi che farà la scienza. Di mano in mano che nascono tali progressi conviene che il Ministero aggiunga ai programmi un nuovo grado di scienza onde i promovendi abbiano la richiesta idoneità. Ora, così stando le cose, ove si accettasse l'emendamento Mellana bisognerebbe che tutti gli anni la Camera facesse una nuova legge per variare il regolamento.

Io sono pienamente d'accordo con esso che si possa fare un regolamento il quale determini l'idoneità; e questo regolamento compilato secondo i risultati finali della votazione di questa legge potrebbe rappresentare le condizioni attuali della scienza militare.

Ma se nel corso dell'anno sopravvenisse una innovazione in qualche armata, la quale fosse adottabile, ecco che il ministro della guerra sarebbe immediatamente obbligato a modificare il regolamento che avrà fatto questo anno.

Ora, dovrebbe proporre tali modificazioni per legge alla Camera? Ma tutti sappiamo che sarebbe tal modo di procedere un immenso perditempo nelle cose minate, e che non hanno quella gravità da interessare la nazione, dal venire a distogliere l'attenzione della Camera da più gravi progetti.

Insisto perciò onde si adotti la formola proposta dal Ministero, la quale mi pare soddisfa egualmente ed alle esigenze dei bisogni generali, ed a quelle dei servizi speciali la cui cura è affidata al Ministero.

**MELLANA.** Ritiro la mia proposta.

**PRESIDENTE.** Metto dunque ai voti l'articolo 1 qual è proposto dalla Commissione e dal Ministero.

(La Camera approva.)

« Art. 2. Nessuno potrà essere nominato caporale se non ha servito un anno come soldato. »

(La Camera approva.)

« Art. 3. Nessuno può essere nominato sott'ufficiale se non ha servito un anno come caporale. »

**COSSATO.** Io veggio introdotto qui per la prima volta in una legge la denominazione di sott'ufficiali.

Se nella distinzione tra caporali e sergenti si vuol fare questo cambiamento, pregherei il signor ministro che d'ora in avanti in tutti gli atti che escono dal Ministero, questa nuova denominazione sia definitivamente adottata, poichè altrimenti ne nascerebbero difficoltà d'intelligenza, essendo in una legge chiamati bass'ufficiali i caporali, e nell'altra no.

Nella legge sulle pensioni militari sono promiscuamente usati questi due nomi, come lo sono ancora recentemente nel regolamento degli esercizi per la fanteria.

Queste sono tutte differenze che dovrebbero cessare, e sarebbe bene che si adottasse una volta definitivamente il titolo di sott'ufficiali per i sergenti.

**DURANDO, relatore.** Il desiderio dell'onorevole Cossato è soddisfatto dal 1° capitolo del regolamento, il quale stabilisce la gerarchia militare e dice che gli ufficiali che compongono tutta l'armata sono i caporali, i sott'ufficiali, i sottotenenti, ecc. Vede adunque che la gerarchia per l'avanzamento è stabilita tal quale egli la desidera.

Credo d'altronde che, qualora vi fosse dubbio, il regolamento vi provveda, e d'or in avanti l'avanzamento avrà luogo da soldato a caporale, e non può recare equivoco la distinzione delle varie funzioni che vanno annesse alla qualità di sott'ufficiale.

**PRESIDENTE.** Metto ai voti l'articolo 3 tal quale è proposto.

(La Camera approva.)

« Art. 4. Le disposizioni degli articoli 2 e 3 non sono applicabili agli allievi dei collegi militari, nè ai capi-musica, capi-operai, sergenti-trombettieri e tamburiani maggiori. »

(La Camera approva.)

« Art. 5. Nessuno può essere sottotenente :

« 1° Se non ha compiuto il diciottesimo anno di età;

« 2° Se non ha servito due anni come sott'ufficiale in un corpo dell'esercito o non ha soddisfatto alle condizioni stabilite per tale promozione dagli istituti militari. »

**PINELLI.** Nella discussione generale ho di già osservato che l'età di 18 anni, a parer mio, è troppo tenera per fissarla come *minimum* per conseguire il grado di sottotenente.

A tale proposito aggiungerò che, se si dovesse ammettere siffatto limite, sarebbe mestieri che il ministro avesse preventivamente riordinato i collegi militari.

Allorchè si discuteva il bilancio della guerra, asserì che questi non potranno subire tale riordinamento che tra due anni. Se ciò è, io non vedo come noi possiamo ora ammettere queste parole: « Se non ha servito due anni come sottotenente in un corpo dell'esercito, o non ha soddisfatto alle condizioni stabilite per tale promozione dagli istituti militari. »

Procedendosi al riordinamento di tali collegi, io m'immagino che bisognerà mutare qualche cosa, poichè altrimenti sarebbe inutile il riordinarli; ne verrebbe quindi che noi voteremmo questo articolo senza sapere quali sieno le condizioni a cui in esso si accenni.

Nulladimeno, siccome fui accertato che prima di 19 o 20



anni gli allievi dei collegi militari non potranno venir promossi al grado di sottotenente, secondo il sistema del nuovo regolamento, supposto che così stia la cosa, saranno in gran parte scemati gl'inconvenienti che io ho additati.

Il motivo principale per cui io combattevo questa disposizione si era perchè la riputava di soverchio favorevole agli allievi dei collegi militari e dannosa alla categoria dei bas-s'ufficiali.

Ora però, perchè si stima di dover incoraggiare la gioventù ad entrare in tenera età nelle file dell'esercito, e nella fiducia che il regolamento delle scuole militari sia per dar uomini all'armata e non ragazzi, non muovo più difficoltà in proposito.

Mi gioverò bensì di questa occasione per eccitare il ministro a presentare quanto prima un progetto di riordinamento delle scuole militari.

Aggiungerò essere mia opinione che l'Accademia militare abbia da fornire i suoi soggetti solamente alle armi dotte, all'infuori di qualche eccezione, e che essenzialmente gli individui che sono chiamati ad entrare col grado di sottotenente nella linea, debbano essere tratti dalla classe dei bas-s'ufficiali dei corpi in cui si trovano, e dalle scuole militari di fanteria e dal collegio di Racconigi; però io qui non faccio proposizione di sorta.

**QUAGLIA.** Domando la parola per pregare il signor ministro della guerra a dichiarare se fra le condizioni per ottenere il grado di sottotenente, non crede si debba comprendere quella ancora di essere nazionale. Questa è una delle condizioni che sono poste nei regolamenti delle estere potenze; resterebbe a fissare l'estensione della parola *nazionalità*.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Mi rincresce che l'onorevole deputato Quaglia non abbia ben compresa la delicatezza di questa sua proposizione, poichè in tal caso sicuramente non gli sarebbe sfuggita.

È impossibile il prevedere quanto possa succedere. È questa una difficoltà che ognuno sente, ma che nessuno può definire.

Io credo pertanto che il maggior numero degli ufficiali sicuramente debba essere nazionale, ma con ciò non debbasi precludere la via al Governo, quando per circostanze particolari lo stimi conveniente, di ammettere anche chi sia nato in paese estero.

Giacchè poi ho la parola, mi permetterò ancora di dire poche cose in risposta all'onorevole deputato Pinelli. Io credo non avere mai detto alla Camera che ci vogliano due anni per organizzare gli attuali istituti militari. Può essere che si richieda questo tempo, ma ho motivo di sperare che lo saranno prima.

Quello che ho detto alla Camera, si è che per ora non ammetteva la convenienza di allargare siffatti istituti, tenendo conto del gran numero degli ufficiali che abbiamo.

Però stimo che non si debba per questo aspettare due anni a compierne il riordinamento: spero anzi di poter presentare prima di quest'epoca alla Camera il progetto relativo.

L'onorevole deputato Pinelli ha fatto ieri l'altro rimprovero al Ministero di aver proposto alla regia nomina pel grado di ufficiali alcuni allievi dell'Accademia militare, mentre non faceva proposta alcuna relativa ai sott'ufficiali.

È chiara la ragione che a ciò mosse il Ministero. Coloro che sono attualmente nell'Accademia hanno un affidamento.

Qui vi sono molti che hanno figli o nipoti o congiunti

nell'Accademia militare. Ora, io domando se essi sarebbero disposti a fare per i loro figli, per i loro congiunti i sacrifici ingenti che fanno, ove non sapessero che, finito il corso, essi avranno il grado di ufficiale.

L'onorevole Pinelli ha trattato in modo alquanto ruvido gli allievi dell'Accademia, quando ha detto che si promossero individui i quali non avevano un pelo di barba, mentre si lasciavano senza promozione sott'ufficiali che avevano lunghi anni di servizio.

Io non so se il deputato Pinelli abbia pensato a quanto egli poté vedere nell'ultima campagna; ma io lo pregherò di volgersi dietro, e vedrà (*Accenna al deputato Balbo*) una delle nostre celebrità italiane, vedrà un uomo il quale è meritamente distinto non solo per i suoi scritti, ma bensì ancora perchè ha mandato cinque figli alla guerra. Ebbene io credo che di questi cinque giovani combattenti non uno avesse barba. Eppure il modo con cui si comportarono essi e gli altri che uscivano dal medesimo istituto non fu per nulla inferiore a quello che tennero molti barbuti che vestivano la militare assisa.

**DUVERGER.** La réponse que monsieur le ministre vient de faire relativement aux principes fondamentaux qui devront diriger les écoles militaires, n'est qu'en partie satisfaisante; aussi, je viens lui soumettre de nouveau les mêmes demandes que j'ai déjà eu l'honneur de lui adresser dans la discussion générale.

Quels sont les principes fondamentaux qui dirigeront ces écoles? Car enfin, comment accorderons-nous par cette loi un avantage aux élèves des écoles militaires, si nous ne savons pas si ces écoles seront basées sur les principes constitutionnels?

Ainsi, par exemple, j'ai demandé l'âge auquel on entrait, j'ai demandé si l'on entrait, si l'on sortait par le concours, si ce concours serait public, si toutes les classes de la société seraient admises dans ces écoles: j'ai demandé quels droits on assurerait aux soldats et sous-officiers de l'armée concurrentement aux autres classes civiles, dans ce concours, et quand ce projet recevra un commencement d'exécution?

Tels sont les points les plus essentiels à connaître.

A ces points-là, monsieur le ministre n'a donné aucune réponse. L'existence des écoles militaires a été attaquée aussi sous le point de vue du but, qu'on leur suppose, d'offrir un avantage pour les classes aisées. Leur existence cependant est bien nécessaire, soit sous le point de vue militaire, soit sous le point de vue politique.

Il est évident que si l'on suivait à la lettre le principe naturel d'avancement, celui de recruter les grades supérieurs par les grades inférieurs, il serait impossible, quelle que fût la précipitation que l'on donnât à la veine d'avancement, d'avoir dans l'armée des chefs jeunes et distingués et capables de la diriger dans la guerre.

En conséquence l'utilité de ces écoles militaires a été admise en principe, même sous le point de vue politique. Sans elles, on éloignerait de l'armée les classes aisées de la société lesquelles renferment souvent aussi l'intelligence et le talent, ou la facilité qu'elles tirent de leur position même pour les acquérir: l'armée ne serait plus aussi complètement nationale. Les classes aisées, au lieu de se porter dans l'armée, suivraient les carrières civiles et libérales, ce qui ne serait peut-être pas sans inconvénient pour l'équilibre de la société.

Les adversaires des écoles militaires ne peuvent pas nier, quelle que puisse être l'autorité de monsieur Corsi, que Napoléon lui-même est sorti de l'école de Brienne; que son

premier soin, après avoir formé des généraux avec tant de facilité, a été de créer des écoles militaires; ils savent également quelle belle défense ont faite les élèves de l'école polytechnique lors de l'entrée des alliés à Paris en 1814. Par conséquent je crois que l'autorité des grands généraux est peut-être préférable à celle de monsieur Corsi.

Une autre objection encore: on sait en 1830, lorsque les passions étaient fortement déchaînées, que le roi Louis-Philippe, sur le rapport du maréchal Gérard, décréta la suppression de l'école militaire de Saint-Cyr. Mais vous n'ignorez pas combien l'opinion publique se récria, et comment par un décret royal l'école fut rétablie. Aujourd'hui l'école de Saint-Cyr donne encore les meilleurs sujets à l'armée française. Messieurs, pardonnez-moi, si je viens vous citer quelques autorités. Comme je crois la mienne de nulle valeur, le seul mérite que je réclame dans cette discussion, c'est de vous prouver que, avec le travail et le patriotisme, j'ai cherché à puiser à de bonnes sources.

**PINELLI.** Il signor ministro ha preso con molta ragione la difesa dell'Accademia, il che era però inutile, perchè io ho sempre stimato ed amato quell'istituto militare. Quanto alle parole che ho citato, dette dal ministro della guerra nel bilancio, io le ripeterò giacchè ho qui il bilancio.

« Nuovi studi furono fatti in quest'anno sugli istituti di educazione e d'istruzione militare, ed in breve si spera di essere in grado di proporre i provvedimenti relativi. Però il nuovo ordinamento di queste scuole non potrà avere effetto che fra un anno o due, onde i giovani che desiderano entrarvi abbiano tempo a prepararsi a' maggiori esami che loro si richiederanno, e frattanto gli attuali collegi non possono a meno di essere mantenuti quali sono, imperocchè ogni riforma di rilievo che s'introducesse prima del prossimo ordinamento, tornerebbe inopportuna. »

Mi accerterò se è firmato dal ministro della guerra...

Voci. Sì! sì!

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Questo fu scritto in ottobre; ed allora diceva che il riordinamento si potrebbe fare entro uno o due anni.

**PINELLI.** Quanto all'onorevolissimo esempio citato della famiglia Balbo, dirò che sono persuasissimo del valore di quei bravi giovinotti, e non ho niente da ripetere su questo. Ma riguardo ai bass'ufficiali, ai quali si dà sempre la colpa di falli non provenienti da loro, osserverò che quelli che furono promossi allora, non erano veramente stati istruiti per diventare uffiziali. Il grande sviluppo dato alla nostra fanteria fece sì che tra questi dovettero nominarsi uffiziali, e questi erano in gran parte già affranti nella salute, passavano già quasi tutti i quarant'anni, onde non è da stupire se nel numero ve ne furono alcuni i quali non corrisposero interamente all'aspettazione.

Io lodo il valore spiegato dagli accademisti che appartenevano alla famiglia Balbo e da molti altri, ma io ebbi sotto a' miei ordini nel 16° reggimento nella prima campagna, quindi nel 9° nella seconda, e vidi anche in molti altri reggimenti moltissimi uffiziali che prima erano stati bass'ufficiali, che avevano già la barba grigia, ed altri che venivano dall'Accademia e che non avevano ancora un pelo sul mento, ed io vidi gli uni e gli altri battersi con molto valore, e non saprei veramente a quali dare la preferenza. Quanto alla ragione poi che il signor ministro addusse che i parenti pagano, e che vi è per conseguenza non una legge ma un decreto, il quale dice che dopo tanto tempo gli accademisti debbono essere nominati uffiziali, farò osservare una cosa, che durante la guerra vi furono degli accademisti, i quali

furono nominati uffiziali prima del tempo prefisso, dimodochè il vantaggio ottenuto da quelli, potrebbe compensare sino ad un certo punto il ritardo che le circostanze, anche anormali delle nostre finanze potrebbero portare alla promozione degli altri.

Quanto poi al diritto che i signori parenti potrebbero invocare, io dirò che uscì anche sotto il Ministero Villamarina una circolare o decreto reale che sia, di cui non saprei l'epoca precisa, ma che il signor ministro non ignora, in cui era detto che ogni anno in ogni brigata sarebbe stato promosso un bass'ufficiale; onde bisogna conchiudere che il nostro signor ministro si è ricordato benissimo del decreto che proteggeva gli accademisti, ma si è scordato interamente del decreto che proteggeva i bass'ufficiali, il quale dorme nei polverosi scaffali del Ministero, senza più essere stato messo in vigore da quattro anni a questa parte.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** Non posso lasciare senza risposta l'ultima osservazione dell'onorevole deputato Pinelli. Io ho già fatto presente l'altro giorno alla Camera che su 2000 uffiziali subalterni, 1500 sortono dalla classe dei bass'ufficiali. Ora non so quale altra armata presenti un simile esempio.

L'onorevole deputato Pinelli si fa il protettore dei bass'ufficiali, insinuando quasi che io non li protegga abbastanza. Tale insinuazione è assolutamente destituita di fondamento. (Con vivacità) Io non faccio differenza da grado a grado, da individuo ad individuo nell'armata, e proteggo tutti egualmente; proteggo per conseguenza tanto i sott'ufficiali quanto gli uffiziali provenienti dall'Accademia, e non solo proteggo i sott'ufficiali, ma anche gl'individui di grado minore.

Se io m'indussi a parlare degli accademisti, non è che voglia preferirli agli altri, bensì è che parvevi essere essi stati poco bene trattati dalle parole dell'onorevole preopinante. Ho detto pertanto che, essendovi un affidamento per gli allievi dell'Accademia militare, io credetti dover mio di proporre a S. M. di soddisfare all'affidamento medesimo. Ho detto ancora che, avendo avuto i sott'ufficiali un avanzamento straordinario e fuori di misura ne' scorsi anni, e trovandosi essi in proporzione considerevolissima fra gli uffiziali subalterni, non potevasi far luogo ad attuale avanzamento, avuto riguardo al ragguardevole numero di uffiziali in aspettativa che ancora esistono; ho detto, infine, essere necessario che pazientassero alquanto. D'altronde non deve dimenticare l'onorevole deputato Pinelli che cosa accadeva nell'armata del 1848. Il Ministero domandò ripetutamente ai comandanti di corpo che gli si proponessero tutti i sott'ufficiali che erano degni di promozione, e certo si può dire che il maggior numero di quelli che potevano realmente essere promossi (parlo particolarmente della fanteria), lo furono.

**MENABREA.** Je hâte de tous mes vœux le moment de la réorganisation de nos écoles militaires, dont je crois que monsieur le ministre s'est déjà occupé et s'occupe actuellement.

Quant à ce que vient de dire l'honorable monsieur Duvrger, je ferai observer qu'on ne peut avoir cette réorganisation sans une loi. Or, quand cette loi sera présentée, nous pourrions voir si elle est conforme aux principes constitutionnels qui doivent former la base de ces institutions.

Mais cette réorganisation, je le répète, ne peut être fixée sans une loi spéciale. Or, j'espère qu'en la présentant, monsieur le ministre de la guerre ne s'écartera pas des principes qui ont servi de guide aux différentes Commissions chargées de formuler divers projets à cet égard. Le concours serait la base de l'admission aux écoles militaires, afin d'appeler les

jeunes gens de toutes les classes, et de n'y admettre que les capacités, en écartant le favoritisme.

Je fais observer que, dans la loi actuelle, il est réservé aux sous-officiers un tiers des places de sous-lieutenant. Mais on ne doit pas perdre de vue qu'il est nécessaire d'avoir dans une armée deux espèces d'officiers: les uns promus par *mérite de service*, les autres appelés à cette position à cause de leurs études et de leur aptitude spéciale. Or il doit en être ainsi; car il ne faut pas oublier qu'un officier n'est pas destiné à rester constamment dans les grades inférieurs, mais qu'il peut être appelé aussi au commandement, et que pour exercer ce commandement, il n'est pas seulement nécessaire de connaître les détails du métier, mais qu'il faut envisager l'art militaire sous un point de vue beaucoup plus élevé.

Alors on reconnaît que la carrière militaire n'est pas un simple métier, mais que la science doit aussi lui servir de base.

J'espère également que les lois qui nous seront présentées pour l'admission aux écoles militaires seront basées sur les principes qui sont adoptés en France, en vertu desquels les jeunes gens de toutes les classes de la société sont appelés jusqu'à l'âge de 18 à 20 ans à concourir aux écoles militaires, tandis que cette même faculté est étendue aux sous-officiers jusqu'à l'âge de 25 ans.

De cette manière, par le moyen de la loi actuelle qui accorde un tiers des grades d'officier aux sous-officiers, on pourvoit déjà à la récompense due au service; tandis qu'un âge de faveur étant accordé aux sous-officiers pour leur admission aux écoles militaires, ils peuvent entrer dans la carrière supérieure par mérite d'instruction. J'espère donc que monsieur le ministre de la guerre voudra bientôt nous présenter un projet de loi relatif à l'organisation des écoles militaires, basé sur les principes que je viens d'indiquer et qui, je le pense, ne sont nullement contraires aux intentions même de monsieur le ministre.

**DUVERGER.** Puisque nous accordons les deux tiers aux écoles militaires, il me semble qu'il était rationnel de demander à monsieur le ministre quelles étaient les bases d'existence qu'il entendait donner à ces écoles, et si elles devaient être réglées constitutionnellement.

Les explications de l'honorable député Menabrea sont tout-à-fait conformes à mes désirs, et puisqu'il m'assure que les bases constitutives de ces écoles doivent être en rapport avec nos institutions, je ne fais plus aucune difficulté d'accorder les deux tiers qui sont demandés par la loi.

Quant aux développements auxquels il vient de se livrer sur la nécessité d'avoir des officiers distingués, je partage entièrement ses convictions, et je me ferai toujours grand honneur d'être en cela son disciple.

**DABORMIDA, ministro degli affari esteri.** Faccio osservare all'onorevole Duverger, che la legge accorda un terzo di diritto ai bass'ufficiali, ma non dà gli altri due terzi agli allievi dell'Accademia. La legge stabilisce in diritto, che un terzo dei posti spetta ai bass'ufficiali, gli altri due terzi saranno a disposizione del Governo, il quale, secondo le circostanze, sceglierà o altri sott'ufficiali, o allievi dell'Accademia; cosicchè non si può dire che in questa legge due terzi dei posti siano destinati agli allievi dell'Accademia; fissando questo terzo, non si fa che garantire un diritto ai bass'ufficiali.

**PRESIDENTE.** Non essendo fatta alcuna proposta, pongo ai voti l'articolo 5 quale fu presentato.

(La Camera approva.)

(Sono indi approvati senza discussione i seguenti articoli fino al 12:)

« Art. 6. Nessuno può essere promosso a luogotenente se non ha servito due anni come sottotenente.

« Art. 7. Nessuno può essere promosso al grado di capitano se non ha servito due anni come luogotenente.

« Art. 8. Nessuno può essere promosso al grado di maggiore se non ha servito quattro anni come capitano.

« Art. 9. Nessuno può essere promosso al grado di tenente colonnello se non ha servito tre anni come maggiore.

« Art. 10. Nessuno può essere promosso al grado di colonnello se non ha servito due anni come tenente colonnello.

« Art. 11. Nessuno può essere promosso al grado superiore a quello di colonnello se non ha servito almeno tre anni nel grado immediatamente inferiore.

« Art. 12. Il tempo prescritto per il passaggio da un grado all'altro sarà ridotto della metà in caso di guerra. »

**PINELLI.** Io chiederei solo uno schiarimento su questo articolo: stando alla legge francese, mi pare che sarebbe il caso di aggiungere in questo articolo che il tempo prescritto pel passaggio da un grado all'altro sarà ridotto in tempo di guerra per quei corpi che si trovino sul piede di guerra, poichè vi sono dei corpi i quali alle volte non possono trovarsi in faccia al nemico, ma sono sul piede di guerra.

La Commissione ha di già benissimo parlato di questo nella sua relazione, ma io vedo che lo spirito della legge è di applicare questa riduzione di tempo solamente ai corpi che si troveranno in faccia al nemico; ma se questa è veramente intenzione del Ministero e della Commissione non vedrei il perchè non si possa fare l'aggiunta di queste poche parole.

Desidererei pertanto sapere dall'onorevole relatore perchè non ha proposto questa aggiunta.

**DURANDO, relatore.** Veramente la legge francese citata non dice altro che *à la guerre*, che fu tradotto letteralmente in tempo di guerra.

Io non crederei però che vi possa essere dubbio sulla interpretazione di queste parole. La Commissione non ha creduto di far proposta alcuna a tal riguardo, perchè il motivo della legge sembra evidente.

*Tempo di guerra* vuol dire *condizioni o stato di guerra*. Bisogna dunque che un corpo si trovi in quelle certe condizioni o stato di guerra; e perciò, al dichiararsi d'una guerra il regolamento provvede molto minutamente come si debba operare questa dichiarazione, quando cioè un corpo si trovi in condizione, o stato di guerra, e debba considerarsi sul piede di guerra, sia come corpo in guerra attiva, ovvero anche come corpo di occupazione.

Il citato regolamento provvede infine a tutte le differenti discipline che si applicano ai corpi che si trovano in campagna.

Ciononostante, se il ministro della guerra dichiara di intendere la legge nell'istesso modo in cui la intese la Commissione, allora ogni aggiunta sarà superflua.

**LA HARMORA, ministro della guerra.** Il relatore della Commissione ha perfettamente interpretato le intenzioni del Ministero.

Egli è naturale che, quando si dice in tempo di guerra, s'intenda per i corpi che sono alla guerra.

Ma se ciò si ammettesse unicamente per i corpi che sono in faccia al nemico, e si volesse escludere quegli altri che non si trovano precisamente in tale condizione, potrebbe nascere qualche inconveniente. Potrebbe esservi, per esempio, un buonissimo capo sul quale si può contare sopra, nel quale l'armata può avere fiducia, e che si trovi in missione fuori

del paese. Ora, sarebbe certo un male se non si potesse promuovere per incaglio della legge.

Bisogna lasciare la latitudine necessaria per l'interpretazione della legge, purchè s'interpreti sempre nel senso che le parole *tempo di guerra* siano applicabili a tutti coloro che si trovano nell'esercito combattente.

**PINELLI.** Io non iscorgo come vi sia tanta chiarezza in quest'articolo quale è concepito.

A tal uopo io addurrò un esempio. Il reggimento 15° che si trovava in Savoia, non era sul piede di guerra; prova ne sia che nella matricola degli individui che vi appartenevano non si segnò che essi avessero fatta la campagna del 1848. Con tutto ciò un ministro poteva promuovere a maggiore un capitano del 15°, imperocchè l'articolo 12 è generico per tutto l'esercito, e quell'ufficiale avrebbe potuto dire con una apparenza di giustizia, non è colpa mia se io rimasi in Savoia; vi fui costretto. Veramente non è su questo punto che la legge francese dice *en temps de guerre*, ecc., ma ad un dipresso nell'articolo che corrisponderebbe al nostro articolo 16. Nulladimeno io stima che fosse più opportuno che tali parole si comprendessero in quest'articolo, in cui si parla del tempo prescritto pel passaggio da un grado all'altro nel tempo di guerra.

Io stimo quindi che se si aggiungessero le parole: « per quei corpi che furono dichiarati essere sul piede di guerra, » tale articolo sia assai più chiaro.

Quanto all'esempio degli ufficiali in missione, io dirò che quelli in missione straordinaria hanno maggiore garanzia nel regolamento che fu comunicato alla Commissione. È chiaro che questi debbono essere favoriti, perchè non si mandano in missione che soggetti distinti: dal momento che un ministro, un generale ha confidenza in un ufficiale al punto d'incaricarlo di una missione particolare, se questi la adempirà a dovere, sarà certamente contemplato nelle promozioni al pari di qualunque altro che sia stato avanti al fuoco, di modo che io insisto perchè all'articolo 12 si aggiungano le parole: « sarà ridotto di metà in tempo di guerra per quei corpi che furono dichiarati essere sul piede di guerra. »

**DABORNIDA, ministro degli affari esteri.** Mi pare che tutti concordiamo nell'idea che realmente questa disposizione debba particolarmente concernere i corpi che si trovano sul piede di guerra. Però l'esempio addotto dall'onorevole deputato Pinelli del reggimento 15°, che si trovava nel 1848 in Savoia, mi porrebbe in qualche dubbio sul voto da emettere in proposito di quest'articolo. L'onorevole conte Balbo che teneva in allora il portafoglio della guerra, si ricorderà che tale reggimento aveva ricevuto l'ordine di raggiungere l'esercito, e già si era recato al piede delle Alpi, quando alcune circostanze disgustose, in cui versava la Savoia in quel momento, obbligarono il Governo a mantenere stazionario quel reggimento contro il desiderio, anzi nonostante le proteste fatte da tutti quanti lo componevano.

Questo reggimento in Savoia in quel tempo poteva correre pure gravi pericoli; e potevano gli ufficiali versare in circostanze in cui dimostrassero capacità e coraggio senza che si possa dire che si trovassero in caso di guerra; e quindi sarebbe stata una vera ingiustizia se quegli ufficiali, massime in quell'epoca, in cui lo sviluppo dell'esercito era stato grandissimo, non avessero potuto essere promossi sul piede di guerra.

Ora queste circostanze si possono ripetere.

Riguardo poi al corpo speciale dell'artiglieria, esso è composto di armi diverse; è composto di batterie che ordinariamente non entrano in campagna tutte d'un tratto. Anzi può

avvenire che, stante la scarsità dell'arma stessa, come si verificò nel 1848, si debba provvedere a nuove batterie. Così nel 1848 si dovettero creare tre nuove batterie, e queste dovendo essere composte di soldati provinciali, stante che gli altri erano già avviati ai luoghi della pugna, si elessero a comandarle capitani distinti. Ora io domando se in caso di avanzamento si sarebbe dovuto far torto a questi ufficiali i quali erano stati trattenuti qualche tempo nel paese precisamente per la loro capacità organizzatrice. Associandomi adunque in massima all'idea del deputato Pinelli, non vorrei però introdurre nella legge una frase la quale impedisse di dare avanzamento a quei corpi o a quegli individui i quali per circostanze indipendenti da loro e per cagione di servizi importantissimi fossero trattenuti nel paese.

Crede quindi che dopo le spiegazioni del Ministero a questo riguardo si debba lasciare al potere esecutivo una certa latitudine per non costringerlo a commettere ingiustizie in certi casi particolari.

**PINELLI.** Farò brevi osservazioni intorno a quanto disse testè il signor ministro degli affari esteri.

Agli ufficiali che non si trovarono in faccia al nemico e si distinsero ciò non ostante per qualche egregia azione mi pare che provveda l'articolo 13 il quale permette che si deroghi alle condizioni di tempo per azione segnalata, debitamente giustificata e posta all'ordine del giorno; quindi, un individuo di un reggimento che si fosse trovato nelle condizioni in cui si trovò il 15° reggimento, e ciò non ostante si fosse in qualche modo segnalato, potrebbe ottenere il meritato guiderdone, mediante l'applicazione del secondo alinea del citato articolo 13.

Quanto agli ufficiali d'artiglieria, che ha citato l'onorevole ministro, dirò che se si fermarono soltanto qualche tempo per organizzare, ed ebbero tempo ancora di prendere parte alla campagna, devono certamente fruire dei vantaggi come coloro che la fecero.

Se poi furono trattenuti per organizzare, e non fecero le campagne, io trovo allora giustissimo che non debbano godere dei vantaggi di cui si tratta, poichè sono essi nella condizione stessa in cui si trovano tutti gli ufficiali che coprono impieghi amministrativi, i quali pure lavorarono, e sono pure le particolari cognizioni di cui sono dotati che li trattennero negli uffici. Io non credo che nè un intendente generale, nè i suoi impiegati, nè quelli del Ministero, nè tutti gli altri impiegati burocratici possano venire ad invocare in tempo di guerra il disposto dell'articolo 12, poichè altrimenti si generalizza per tutti gli ufficiali dell'armata quanto intendosi stabilire per i corpi che si trovarono e si troveranno in faccia al nemico.

Parmi adunque che le considerazioni state fatte non valgano per nulla a distruggere il vantaggio che si trarrebbe dall'aggiungere l'emendamento da me proposto.

**DABORNIDA, ministro degli affari esteri.** Mi rincresce dover prendere ancora una volta la parola, ma debbo far osservare che un ufficiale può avere diritto all'avanzamento per merito senza aver fatto alcuna di quelle azioni che sono contemplate nell'articolo 13; e ripeto che in un paese come il nostro, in cui è sempre impossibile passare dal piede di pace a quello di guerra, senza un grande rivolgimento, occorrerà che per certi gradi ben pochi saranno gli ufficiali che avranno il numero richiesto di anni. Se per quelli adunque che non potranno trovarsi in presenza del nemico si conservasse la condizione di quel tempo, si recherebbe loro un danno effettivo. Quanto ai capitani, che io dissi essere stati chiamati ad organizzare batterie non si possono confondere cogli impie-

gati amministrativi. Queste batterie le organizzavano per poi condurle essi stessi in faccia al nemico. Ma questa organizzazione esige sempre due o tre mesi.

Ora, si sa che in principio di una campagna tutti gli ufficiali sono ansiosi di andarvi, di dar prova del loro coraggio e della loro capacità. In conseguenza se si volessero lasciare nell'interno ufficiali (perchè in essi si conoscesse un merito realmente superiore per l'organizzazione), per organizzare truppe che poi condurrebbero essi stessi al fuoco, e col dar loro quell'incombenza, o si mettersero nel caso di essere superati da altri meno anziani, difficilmente si troverebbero buoni ufficiali i quali per lo meno non facessero molte difficoltà, o non si credessero sacrificati per questa destinazione.

**PRESIDENTE.** Metterò ai voti l'emendamento del deputato Pinelli, il quale consiste nell'aggiungere alle ultime parole dell'articolo 12 le seguenti: « per individui appartenenti a quei corpi che furono dichiarati sul piede di guerra. »

(La Camera rigetta.)

Ora metterò ai voti l'articolo 12.

(È approvato.)

« Art. 13. Non può essere derogato alle condizioni di tempo prescritte dagli articoli precedenti se non è:

« 1° Per azione segnalata debitamente giustificata e posta all'ordine del giorno;

« 2° Per impossibilità di provvedere altrimenti ai posti vacanti nei corpi in presenza del nemico. »

(È approvato.)

« Art. 14. In ciascun corpo dell'esercito un terzo dei posti vacanti di sottotenente è concesso ai sott'ufficiali del corpo stesso. »

**DUVERGER.** L'articolo 14, en accordant un tiers aux sous-officiers, répond abondamment aux besoins du moment. Ce tiers, je ne crains pas de l'affirmer, est parfaitement suffisant à l'actualité; mais aussi il importe que ce droit ne soit pas tout-à-fait illusoire; il faut qu'il y ait réellement de l'avancement. Or, dans la dernière discussion, un de mes honorables collègues a fait observer à monsieur le ministre de la guerre qu'il n'y avait pas d'avancement dans les sous-officiers depuis 1849. Monsieur le ministre nous a répondu par un tableau, dans lequel il a établi qu'en effet il y avait un grand nombre de sous-officiers qui avaient eu la plus grande part à l'avancement pendant la guerre. Je ne nie pas le fait, mai je fais observer qu'il est le résultat de la mauvaise organisation d'autrefois. Or, cette mauvaise organisation il faut l'éviter pour l'avenir, puisque nous nous occupons de réformes.

J'ai dit, et je répète, qu'il fallait, puisque l'avancement est la vie de l'armée, que cet avancement fût progressif; il fallait que ces avancements ne se fissent pas à soubresaut; et j'ai développé à la Chambre les inconvénients de l'avancement à soubresaut. En conséquence, je crois qu'il n'y a pas eu, depuis 1849, assez d'avancements parmi les sous-officiers.

Mais monsieur le ministre nous a répondu: jetez un regard du côté de l'expectative; ce qui veut dire: regardez du côté du budget. Je ne dis pas que les considérations du budget ne soient dominantes, mais je pense que ces considérations doivent être mises en confrontation avec les nécessités militaires. Or je dis que, quand des circonstances impérieuses le veulent, et c'est précisément le cas où nous nous trouvons, la veine d'avancement doit être beaucoup plus lente, on ne peut donner que très-peu de promotions. Mais au moins il ne faut point enlever toute espérance. Pour maintenir quelque vitalité dans les cadres, il faut un avan-

cement plus lent, mais plus assuré. Nous voyons l'armée française après les désastres de Waterloo en 1815; il fallait nécessairement la licencier en partie, mettre à demi-solde une grande quantité d'officiers; mais, grâce au règlement d'organisation de l'armée, on a paré à de plus graves inconvénients. L'avancement s'est, sans doute, ralenti à cause du budget énorme qui pesait sur la nation à cette malheureuse époque, mais il n'a pas été tout-à-fait enlevé; il a marché concurremment avec l'expectative. Chez nous, depuis 1849, on pourrait dire en quelque sorte qu'il n'a point existé; c'est ce qui a engagé beaucoup de sous-officiers, dégoûtés du service, à quitter les drapeaux.

Je dirai cependant, car il faut dire la vérité, que la situation des sous-officiers a été améliorée par le Ministère. Ainsi la manière d'agir à leur égard est beaucoup plus convenable, et il y a plus de garanties pour leur sort dans les prescriptions qui regardent leur cassation. Je désire que les améliorations qu'on doit faire dans le casernement leur permettent d'être logés plus convenablement. Je dois dire aussi que les soins que monsieur le ministre de la guerre a pris pour leur donner de l'instruction, n'ont pas été sans fruit. Tout en faisant observer que l'introduction d'une grande quantité d'occupations dans l'armée, occupations que, je répète, je crois très-nécessaires, est un des meilleurs actes de l'administration du ministre de la guerre, je dirai seulement qu'il aurait fallu pourvoir, en réformant le règlement du service intérieur, à ce que ces occupations ne fussent point trop pesantes.

En donnant le tiers aux sous-officiers, nous devons, par conséquent, les prendre au choix et les prendre un peu mieux instruits. Et ce n'est pas assez de leur ouvrir l'entrée dans les écoles, il faut encore leur donner, leur inspirer le bon vouloir, l'amour de l'instruction. Or, si on les accable par les exercices trop multipliés, il se dégoûteront du service.

Voilà la seule observation que j'avais à faire relativement aux sous-officiers. Je voterai naturellement en faveur de l'articolo 14.

**BOTTONE.** Io credo che in quest'articolo si faccia una troppo tenue parte all'avanzamento dei sott'ufficiali. Ognuno che abbia posto mente alcun poco alle cose militari sarà convinto dell'importanza dei sott'ufficiali nell'esercito. Si sa quanta influenza essi abbiano sia nell'istruzione, sia nella disciplina, sia nel buon andamento del servizio militare; mi par dunque conveniente che per indurli ad adoperarsi con zelo a tutto ciò che può conferire al bene del servizio, sia lasciato loro una più attraente prospettiva.

Noi sappiamo che l'istruzione popolare sta facendo fra noi rapidi progressi, e che nei reggimenti l'insegnamento è pure molto esteso, il che tende a far sì che i sott'ufficiali istruiti e capaci di coprire il grado di sottotenenti non sieno per mancare ai bisogni dell'esercito, e per altra parte l'articolo 1 di questa legge abbastanza ne guarentisce, poichè in esso è detto che niuno può essere promosso ad un grado se non consta della sua idoneità a compiere gli uffizi.

Per queste considerazioni io credo che la legge debba allargare il campo alla carriera dei sott'ufficiali. E dal canto mio, io non esito a proporre un emendamento a quest'articolo, tendente a ciò conseguire, il quale consisterebbe nel mutare le parole: « di un terzo dei posti, » con quelle di: « la metà dei posti; » e l'articolo sarebbe allora concepito in questi termini:

« In ciascun corpo dell'esercito la metà dei posti vacanti di sottotenente è concessa ai sott'ufficiali del corpo stesso. »

Odo dire che sarebbe pur d'uopo introdurre una disposizione particolare pei corpi scientifici, ma io osservo che

a questo proposito l'articolo 1 guarentirebbe abbastanza l'avanzamento rispetto alla intelligenza ed alla capacità. D'altronde poi il grado di sottotenente non è grado così eminente e di così difficile esercizio da richiedere nè un'intelligenza, nè un'istruzione straordinaria per restringerne soltanto l'accesso ai sott'ufficiali.

**PRESIDENTE.** Domando alla Camera se intenda appoggiare la proposta Bottone.

(È appoggiata.)

La parola spetta al deputato Mezzena.

**MEZZENA.** Mi pare che l'onorevole Bottone sia stato spinto troppo oltre da un sentimento di filantropia, che certamente io lodo. Io gli faccio osservare che l'articolo 14 non limita la promozione dei sott'ufficiali a sottotenenti a un solo terzo; dice che un terzo spetta di diritto ai medesimi, ma ciò nulla osta che questo terzo si oltrepassi quando fra essi vi sia un numero sufficiente d'individui aventi la necessaria capacità. Del resto io credo che una armata, nella quale vi sia un terzo di sott'ufficiali capaci di essere ufficiali, sia veramente rimarchevole in Europa.

Io mi oppongo quindi alla proposta dell'onorevole Bottone, e dichiaro sin d'ora essere mia intenzione di proporre poi all'articolo 16 che l'avanzamento sino al grado di capitano sia dato esclusivamente all'anzianità, e questa sia poi tolta nei gradi superiori.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Pinelli.

**PINELLI.** Io veramente confesso che nello stato attuale della nostra armata il dare più del terzo ai bass'ufficiali sarebbe forse porre il Ministero nel caso di non saper trovare persone aventi la necessaria idoneità, ma credo anch'io col l'onorevole Mezzena che questo terzo si deve considerare come *minimum*, e che il ministro possa promuoverne un maggior numero.

Ma non posso lasciar passare questo articolo senza avvertire che chi deve curare l'istruzione dei bass'ufficiali, chi deve fare che acquistino l'istruzione necessaria per passare sottotenente, il solo anzi che gliela può procurare è il Governo, ed è mestieri che, desso pertanto, sia negli stabilimenti a ciò destinati, come nella scuola di Ivrea, stabilisca scuole in cui s'insegnino ai bass'ufficiali quelle cognizioni di cui devono essere forniti per poter aspirare al grado di sottotenente.

Questo mai si fece, per quanto a me consta, almeno nei corpi di fanteria, nè credo si sia fatto nei corpi delle armi speciali o privilegiate.

Si dice che ai bass'ufficiali della linea si mostrava a leggere e scrivere: questo sta bene per quelli che non sapevano leggere e scrivere, e per quali veramente io credo che le spalline siano molto lontane, ma nei corpi sonvi dei furieri e furieri maggiori i quali conoscono tutta l'aritmetica, molti hanno un'idea dei principii di geometria, e questi sono quelli che potrebbero ricevere un'istruzione più elevata. Io so che nei reggimenti si troverebbero ufficiali tanto come nell'artiglieria i quali con piacere insegnerebbero ai bass'ufficiali i principii di fortificazione passeggera, di geometria, di disegno lineare, e così col tempo si avrebbero soggetti capaci di concorrere oltre al terzo dato all'anzianità, e anche sostenendo esami, se si volesse, ai posti che si rendessero vacanti.

Per questo io appoggio la proposta del deputato Bottone, perchè la credo dettata dal sentimento di giustizia che deve animare tutti; ma, nel caso che venisse respinta, io prego il ministro di dare le disposizioni necessarie, e mettere in opera tutti i mezzi perchè l'istruzione dei bass'ufficiali ri-

ceva quello sviluppo che è d'uopo perchè essi possano aspirare a divenire buoni sottotenenti.

**LA MARMORA, ministro della guerra.** È la seconda volta che il deputato Pinelli rimprovera al ministro l'organizzazione delle scuole di fanteria, che è stabilita in Ivrea.

Secondo lui, questa scuola non dovrebbe limitarsi ad insegnare quanto s'insegna nei reggimenti, ma dovrebbe essere una vera scuola per formare ufficiali. E ciò non basta. Egli va più in là; egli dice: vorrei che si mandassero particolarmente a questa scuola i furieri maggiori, e tutti gli altri bass'ufficiali che si chiamano distinti, perchè sono quelli che sono capaci d'intraprendere un corso superiore d'istruzione.

Ma il deputato Pinelli conosce meglio di me da quali ceti provengano questi bass'ufficiali e furieri maggiori, e non so capire come quindi potesse asseverare che non vi è più quella predilezione che vi era altre volte per i veri figli del popolo.

Se non incorro in errore, i veri figli del popolo, nel senso più comune di tale espressione, sono quelli che sono proprio usciti dalle classi più povere, e che, ciò malgrado, dimostrano un'attitudine militare. Ora è questi che bisogna portare avanti, ed è per questi che la scuola d'Ivrea si è aperta onde fornir loro i mezzi di diventare sott'ufficiali. Tutti coloro che vi si mandano debbono essere caporali, il che vuol dire debbono saper leggere e scrivere e conteggiare.

Imparano poi quivi quello che è più necessario per reggimenti di fanteria, e nel tempo stesso, siccome non sono sopraccarichi di servizio e non sono occupati tutto il giorno nelle varie istruzioni, possono poi svilupparsi e farsi conoscere e fornire buoni sott'ufficiali, e col tempo pervenire poi al grado di sottotenente.

Ma se si aderisce a quanto esponeva su questo punto il deputato Pinelli, questa sarebbe una vera scuola di privilegio, attesochè gl'individui che fossero colà mandati avrebbero il servizio di quartiere.

Il deputato Duverger poi diceva che è d'uopo far sì che nei reggimenti i sott'ufficiali abbiano il tempo necessario per istudiare.

Per dir vero sarebbe d'uopo che egli mi indicasse qualche cosa d'inutile che si faccia nei reggimenti; se ciò prova, egli ha ragione; ma io penso che ciò non sia, perchè se ai sott'ufficiali, sotto il pretesto di studiare, si accordasse la dispensa a cui egli accennava, non so come farebbero le istruzioni delle reclute, e come si disimpegnerebbe il servizio.

Io, torno, a dirlo, non so che si faccia cosa che sia inutile. Quello che so, e raccomando continuamente ai colonnelli e comandanti dei corpi, ai generali di divisione in particolare, si è di sorvegliare le cose in modo che l'istruzione abbia luogo per ciaschedun corpo, ma che intanto non si perda il tempo in inutilità. Io stimo di essere già riuscito sino ad un certo punto a disgravare i reggimenti da tutti i servizi di piazza che non sono assolutamente indispensabili. Perciò mi tocca essere sovente in urto col mio collega il ministro dell'interno, dal quale ad ogni momento si domandano delle truppe per mandare in distacco e per stabilire picchetti di guardia. Se dessi retta a tutte quelle domande, i soldati e bass'ufficiali non potrebbero attendere ad altro che al servizio di piazza, mentre è necessario che essi abbiano il tempo debito per dedicarsi all'istruzione richiesta dal loro grado, dal loro dovere.

**PINELLI.** O io mi sono male spiegato, od il signor ministro mi ha male compreso; quello che è certo si è che io non ho mai detto doversi mandare i furieri maggiori e furieri

alla scuole di Ivrea. Ho servito nella fanteria, e so abbastanza che ogni furiere ha l'amministrazione di una compagnia, ed i furieri maggiori sono indispensabili per l'istruzione e per gli uffici di maggioranza; non poteva dunque certamente sfuggirmi un'assurdità tale. Io ho detto che desidererei di veder dare ai bass'ufficiali, tanto ad Ivrea quanto presso i reggimenti, quell'istruzione che li mettesse in grado di poter aspirare a conseguire il grado di sottotenente; ecco quanto ho detto. Circa quello che asserì il signor ministro, che probabilmente questi sono giovani che hanno rotto a metà il corso dei loro studi e che avrebbero poco servizio, è nella legge stabilito il tempo di servizio che si richiede per poter aspirare al grado di sottotenente, vale a dire tanti anni di gallone d'argento, di modo che se non hanno questa condizione, non può esservi luogo al loro avanzamento.

Pei figli del popolo poi non intendo i figli della plebe idiota come i genitori, ma bensì di quelli che per scarsità di mezzi non hanno potuto mettere i loro figli nei collegi dove si pagano pensioni di 1200, od anche di 600 lire: intendo quelli che appartengono a povere famiglie, le quali, comunque non abbiano potuto veder i loro figli ammessi per qualunque motivo nell'Accademia, hanno però potuto far tanto (massime ora che il Governo ha dati molti provvedimenti a questo riguardo) da mettere i loro figli in grado di sapere scriver bene la loro lingua, di saper conteggiare e di aver anche alcune altre cognizioni elementari.

Io dico che a questi giovani che si trovano in tal condizione, si potrebbe sia alla scuola militare d'Ivrea, sia nei reggimenti, insegnare un poco di disegno lineare, un poco di fortificazione passeggiata, un poco di matematica, in guisa da renderli capaci di calcolare una superficie o di aiutare l'ufficiale nel far eseguire le opere militari necessarie in guerra, dimodochè, mentre questi disegna la sua opera, il bass'ufficiale fa preparare intanto i gabbioni, le fascine dai soldati e tutte quelle altre operazioni secondarie che permettono di porre in breve tempo la posizione in istato di difesa.

Ecco quali cognizioni vorrei che si dessero ai sott'ufficiali; ma per ciò non credo e non dissi che sia necessario di mandarli ad Ivrea, poichè molti ufficiali si troverebbero nei reggimenti, i quali, colla stessa soddisfazione che provava il signor ministro nell'istruire i sott'ufficiali d'artiglieria, concorrerebbero ad istruire i loro sott'ufficiali.

**BOYL.** Non so comprendere come si possa dire che nei reggimenti non si attende all'istruzione dei sott'ufficiali. Io ho avuto l'onore di comandare due brigate, e posso quindi parlare di cose che passarono sotto i miei occhi.

In ogni brigata le scuole sono divise in tre classi: la terza classe è composta di coloro che non sanno nè leggere nè scrivere; la seconda di coloro che hanno già acquistato questo grado d'istruzione, e la prima finalmente comprende tutti coloro che sono più istruiti. In questa s'insegna un po' di letteratura, e, a mo' d'esempio, a far un rapporto, a sviluppare un tema di cui il professore detta la traccia.

Ivi si danno pure lezioni di aritmetica, di geometria ed anche di contabilità per coloro che aspirano a diventare furieri; e a questa scuola possono intervenire tutti quanti i caporali e sergenti.

Non capisco adunque come si possa asserire che nelle brigate manca l'istruzione, mentre hanno luogo tutte queste scuole fatte dagli ufficiali ed ai cappellani dei reggimenti.

Posso poi assicurare l'onorevole preopinante che, allorchando un colonnello di un reggimento ha notizia che in un altro corpo siasi stabilita una data scuola, si fa subito

premura di attivarla pure nel suo, poichè la prima cura dei generali di brigata e degli ufficiali superiori si è quella di occuparsi dell'utile, del benessere dell'armata, e specialmente dell'istruzione della medesima.

**PINELLI.** Risponderò ora al deputato Boyl che quei bass'ufficiali, i quali vanno alla scuola di contabilità militare di cui egli ha parlato, non sono ancora i furieri ed i furieri maggiori di cui io parlavo, poichè questi già la conoscono, se devono saperla per poter esercitare i doveri che loro impone la propria carica.

Quanto alle scuole di geometria e di fortificazione, può darsi che in qualche reggimento si facciano, io non lo so, a meno che siano i cappellani dei reggimenti che istruiscano i soldati relativamente alle fortificazioni e che insegnino il modo di fare i gabbioni e simili ai bass'ufficiali.

Questo forse avrà luogo nei reggimenti comandati dall'onorevole Boyl, ma negli altri io vidi sempre che i cappellani non insegnavano che a leggere e scrivere.

**DUVERGER.** Monsieur le ministre de la guerre, dans la réponse qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser, m'a engagé à lui citer quelques exemples d'inutilité dans les occupations des sous-officiers. Je crois que ce serait abuser des instants et de l'indulgence de la Chambre et de la patience même de monsieur le ministre, que de parcourir les différents articles du règlement de discipline et d'ouvrir une discussion sur chacun des cas qui pourraient y donner lieu. Il faudrait aussi toucher à l'organisation des cadres, et lui demander, par exemple, s'il reste encore assez de sous-officiers dans les escadrons; par exemple, s'il ne serait pas nécessaire de rétablir six sergents, comme ils existaient autrefois. Il faudrait demander si un fourrier seul suffit pour la comptabilité et le service actif de l'escadron; si la comptabilité, par exemple, peut se faire en obligeant, d'après le règlement, le fourrier à aller au pansement du matin et du soir.

Il faudrait entrer dans tous ces détails. Or, je crois que, lorsqu'on réformera le règlement de discipline pour toute l'armée, d'après l'organisation présentée par monsieur le ministre, on aura peut-être l'occasion d'abolir quelques petites occupations inutiles, et peut-être dans la formation des cadres ajoutera-t-on quelque sous-officier enlevé dans les dernières réductions.

Je suis persuadé qu'ainsi les moyens d'instruction, qui ont été très-sagement introduits par le Ministère, porteront tous leurs fruits.

**DECANDIA.** Io credo, signori, che troppo sovente si abusi della parola *popolo*, quasi si voglia per esso lui indicare una classe sceverata dal resto della nazione. Quando sento ripetere che i bass'ufficiali sono tratti dai figli del popolo, io pur domando se gli ufficiali sieno d'altro legnaggio: sono essi forse figli degli dèi? In uno Stato libero io non veggo che una sola classe, quella di liberi cittadini tutti uguali avanti la legge, tutti godenti degli stessi diritti (*Bravo!*), ed in questo senso reputo vero il detto del gran Capitano: che ogni soldato può avera nella sua giberna il bastone da maresciallo. Io non veggo che l'intelligenza, non veggo che il cuore che possa sollevare un uomo sovra un altro e sospingerlo mercè fortunate circostanze a supremi destini, ma l'educazione prepara e svolge queste nobili doti e quindi parmi che ciò che il Governo, ciò che noi dobbiamo fare colle nostre leggi, si è di migliorare questa educazione fra tutti i cittadini, onde coloro che per obbligo o per inclinazione si danno alla carriera militare possano progredirvi, od almeno quelli che per la loro intelligenza superano gli altri possano conseguire i maggiori gradi.

Ma donde sono tratti i bass'ufficiali? Sono tratti naturalmente dai soldati componenti l'armata, che ha per sorgente la leva. Ma, signori, se dobbiamo desumere lo stato d'istruzione generale dello Stato da quella che ci rappresentano gli iscritti di leva, quale essa è mai? Se non erro, sopra la totalità della leva annuale noi abbiamo il quinto soltanto di persone che sappiano leggere e scrivere. È pur doloroso questo risultato! Ora, quando a fronte del medesimo si dà ai bass'ufficiali, che sono il fior della leva, il terzo dei posti per poter pervenire al grado di ufficiali, non siamo ingiusti, e desidererei potermi ingannare, ma io temo che si starà talora in molta dubbiezza nelle proposte per rinvenire il numero voluto dalla legge aventi l'idoneità per essere ufficiali; anzi, soggiungerò dietro quanto mi è capitato le varie volte di vedere (avendo avuto l'onore di servire nell'arma di fanteria prima che fossi allo stato maggiore) vecchi bass'ufficiali aventi i requisiti per essere ufficiali, quando loro si proponeva tal promozione dai superiori, non voler mutare stato, sia per le condizioni speciali di loro famiglia, sia per numerosa prole od altro, massimamente veggendo di non potere proporzionalmente migliorare ancora la loro condizione di fortuna, domandare quindi di potere rimanere vecchi bass'ufficiali, giacchè per il militare onorato ogni grado è buono, e, diremo, ogni grado è tenuto nella sua sfera per supremo in faccia ai colleghi, quando è portato con distinzione, con onore. (*Bravo!*)

Per conseguenza io credo che dobbiamo attenerci al disposto dell'articolo 14, nè ci dobbiamo troppo preoccupare dei vantaggi che possiamo dare, a detrimento di questa classe interessante, all'Accademia o ad altri istituti militari; perchè, farò ancora osservare da dove vengono tratti gli allievi di questi istituti? Non sono già tratti tutti dall'alta aristocrazia, perchè non avemmo fortunatamente mai nel nostro Stato (e non può esservi ora in paese libero) un patriziato così possente, così arrogante che confischi a suo pro tutti i gradi, ogni diritto, ogni privilegio; quindi l'intera nazione fruisce dei vantaggi che lo Stato concede sotto certe condizioni ai giovani che si danno più specialmente alla militare carriera. E farò altresì osservare che, tanto nell'Accademia militare quanto nel collegio di Racconigi, vi sono molti figli di parenti poco agiati, figli di antichi militari, di vecchi impiegati benemeriti, ai quali lo Stato porge un mezzo d'indirizzare questi giovani in una carriera per continuarvi i servigi dai loro parenti onoratamente prestati.

Quindi, o signori, per questi motivi, ravvisando tutta la giustizia del proposto articolo 14, lo voterò coscienziosamente, e vi invito a votarlo meco.

**BOYLE.** Il deputato Pinelli si è messo a ridere di quanto io diceva riguardo alla scuola dei cappellani; egli è padrone di ridere, ma se vuole andare in quartiere dalle 10 e 12 a mezzogiorno, vedrà che i cappellani hanno la loro scuola, e sentirà che cosa insegnano.

Riguardo poi alla scuola di contabilità, egli dice: ma se questi furieri e sergenti sanno già la contabilità, non hanno più bisogno di andare a scuola. Questa osservazione non può sussistere, perchè uno può conoscere la contabilità sino ad un certo punto, come la sanno i furieri, ma aver bisogno ancora di perfezionarsi e di imparare di più.

Io non so perchè si voglia difendere sempre quei poveri sott'ufficiali! Ma chi li ha mai attaccati? Questi sott'ufficiali sono graduati che i loro superiori tengono in buon conto, nè alcuno ha mai pensato ad attaccarli, che, se ciò fosse (*Con calore*) sarei stato io il primo a prenderne la difesa, poichè è una classe che merita tutta la confidenza dei superiori, ed

il servizio che essi prestano all'armata è tale da renderli benemeriti del paese. (*Voci di approvazione a destra*)

**PRESIDENTE.** Il deputato Quaglia ha la parola.

**QUAGLIA.** Io ho domandato la parola per ringraziare in primo luogo il Ministero a nome del principio liberale di avere in questa legge inaugurata la massima della promozione regolare e di diritto, e in proporzione di un terzo dei posti vacanti di sottotenente ai bass'ufficiali, applicando questa disposizione indistintamente a tutti i corpi e a tutte le armi; secondo le regie determinazioni dell'11 ottobre 1843, uno ogni brigata poteva essere promosso da sergente o furriere a sottotenente, non nelle armi dotte.

E certamente in questa sua riforma egli avrà dovuto combattere non pochi pregiudizi e vincere non poche ripugnanze, e perciò gliene dobbiamo sapere buon grado. Resa così meritata lode a questa sua giusta e benefica istituzione, io penso che se noi vogliamo che questa concessione ai sott'ufficiali divenga una verità, e che sia utile, sia agli individui militari che al Governo, dobbiamo fare in modo che sott'ufficiali dell'esercito siano posti in grado da poter guadagnarsi per capacità il grado di sottotenente, ed avere i meriti dell'uffiziale; perchè vuole anzi tutto l'interesse dello Stato che non vi sia impiegato che non abbia le qualità necessarie al suo posto. Io penso che la scuola stabilita in Ivrea, e quelle praticate nei reggimenti possano sino ad un certo punto dare una istruzione sufficiente per ottenere dei buoni sott'ufficiali, ma io sono d'avviso che da ciò al recarsi al punto di poter aspirare al grado di ufficiale, la distanza è ancora ben grande, per quanto si restringa per essi il programma del sapere.

E poichè si è or ora qui parlato dell'ordinamento dell'Accademia, e dell'istruzione militare, io credo che sarebbe pur utile ed opportuno che si pensasse nel tempo stesso a provvedere a che i sott'ufficiali, ben inteso quelli soltanto che aspirerebbero a maggior grado, senza essere distratti di troppo dal loro servizio, potessero pure attendere a scuole più avanzate, o d'ordine superiore a quelle necessarie al semplice graduato, a quelle cioè che possono iniziare i medesimi sulla via del grado di ufficiale.

Io non intendo certamente d'insegnare alcunchè al signor ministro come egli debba in ciò procedere, egli che conosce perfettamente quanto si pratica a questo riguardo presso alcune provvide estere potenze, singolarmente nelle settentrionali. Questa è un'impresa degna di lui, e sono certo troverebbe nello zelo e nella dottrina di uffiziali dell'esercito, e singolarmente de' nuovi promossi dall'Accademia, militari maestri e professori zelanti e dotti, distribuendo le scuole, il servizio e la pratica istruzione in modo ad alternarsi, ovvero a combinarsi assieme da non nuocersi o impedirsi l'un l'altro.

Sappiamo come la Prussia abbia ampiamente, generosamente, e nello stesso tempo economicamente provveduto a questa bisogna, a questo dovere governativo, e come colle sue molte scuole divisionali e altre essa dia il mezzo a una gran parte della scelta gioventù del paese, che fa parte della sua armata, di presentarsi agli esami.

Io credo che quali nemici dei sott'ufficiali devono considerarsi quelli principalmente che promuovendo il principio di non esigere da essi, per essere promossi sottotenenti, condizione alcuna di scienza, credono superfluo di cercar seriamente a far la loro istruzione; noi speriamo che questo fine sarà reso vieppiù facile dalla crescente educazione popolare, sì che sarà vieppiù raro il caso di aver sotto uffiziali illetterati, e vieppiù facile l'istruzione successiva ai corpi, nei pre-



sidii, a metterli cioè in grado di stare al fianco degli altri loro colleghi che escono dalle scuole, almeno nelle più ovvie occorrenze di servizio.

Due sono i motivi per cui, un secolo fa e meno, i sott'uffiziali erano per così dire esclusi dal grado di ufficiale; il primo era il sistema aristocratico, con cui si consideravano i sott'uffiziali come di una classe diversa; e sicuramente in quei tempi in cui le armate erano composte in gran parte di mercenari questo motivo poteva essere fondato. L'altro motivo era l'*incapacità* loro: è un'opinione non ancora distrutta affatto, anzi radicata in molte sommità che un militare che era prima ottimo sott'uffiziale diventi un cattivo ufficiale, inetto a portar degnamente un grado elevato, di contrarre decenti relazioni, ignaro degli usi e convenienze nelle meno basse sfere sociali in cui toccagli vivere.

A tal fine io non ammetterei alcuno in grado di ufficiale in tempo di pace, che previo un concorso.

Ai miei occhi è dimostrato nell'interesse stesso dei sott'uffiziali, che è necessario pensare al modo di render loro possibile di aspirare al grado di sottotenente non solo per servizio e buona condotta, ma per questo combinato colle sufficienti cognizioni teoriche. E queste non possono essere bastanti per far un buon furiere, nè quelle richieste da un allievo dell'Accademia.

A questo riguardo io sperava di trovare nel regolamento annunziato nell'articolo 1 di questa legge qualche programma relativo alle condizioni, adempiendo alle quali un sott'uffiziale può diventare ufficiale, e con mio stupore non ne ho trovato assolutamente alcuno.

Nè altro ho trovato nel medesimo se non che ripetutamente indicato chi ne fa la proposizione (vedi paragrafi 79, 188, 231), ma giammai è detto a quali patti: lascia così possibile che si rinnovino le antiche pratiche viziose di nominare o per favore, o per mal giudizio del colonnello, brava gente sì, ma incapace di coprire degnamente il grado di ufficiale, e che perciò *coll'epiteto di parvenu* si tenevano in eterno nella classe dei *fixés*!

A questi ottimi militari non capaci dell'esercizio progressivo del posto di ufficiali, io vorrei fossero date altre ricompense; guardie del corpo, contabilità di magazzino, di batterie, ma non spalline che potessero essere onorate dalla pubblica riverenza, e star bene al fianco di altre quali si fossero.

Io spero però che il signor ministro a questo farà precedere un altro regolamento direttivo che si riferisca alla condizione per cui un sott'uffiziale possa arrivare al grado di ufficiale.

Dico insomma che per interesse della classe stessa dei sott'uffiziali non bisogna ammettere a ufficiali se non che quelli i quali abbiano il merito della buona condotta, di competente servizio, dello zelo, uniti a quello della capacità.

Per questi motivi io mi lusingo che il ministro prenderà in considerazione queste mie osservazioni e cercherà modo affinché quel beneficio che il medesimo ha assegnato così generosamente, così liberissimamente nell'articolo 14 ai sott'uffiziali coll'aprir loro una bella carriera, divenga una realtà, una cosa possibile, e ad un tempo giusta, nè pregiudicievole al servizio, il quale, in ogni caso, debb'essere la legge suprema.

**BOTTONE.** La principale obiezione mossa finora, contro l'emendamento che ho proposto, consiste nel dire che, se si pone a disposizione dei sott'uffiziali il grado di sottotenente, non si troveranno tanti sott'uffiziali che per intelligenza e capacità possano coprire questa carica; ma io già feci osser-

vare che questa carica non è poi tanto rilevante da chiedere un'istruzione così avanzata.

Noi abbiamo veduto nei tempi dell'impero molti sott'uffiziali passare al grado di sottotenenti, e compire perfettamente il loro ufficio. Del resto, se questo avanzamento può essere pernicioso ai gradi successivi, inquantochè l'avanzamento a sottotenente potrebbe dar luogo ai gradi più elevati, si proponga un emendamento tale che precluda la via a questo ulteriore avanzamento, quando non concorrano l'istruzione e le qualità necessarie per progredire più oltre; ma non si neghi questo primo avanzamento ai sott'uffiziali, che può servire grandemente a stimolare il loro zelo pel servizio.

**PRESIDENTE.** Metto ai voti l'emendamento all'articolo 14 proposto dal deputato Bottone, il quale, a vece di un terzo, propone si dica *la metà*.

(Dopo prova e controprova, è rigettato.)

Metto ai voti l'articolo 14.

(La Camera approva.)

\* Art. 15. I luogotenenti sono nominati fra i sottotenenti del rispettivo corpo per anzianità di grado in tempo di pace, ed in tempo di guerra, un terzo a scelta del Re, e due terzi per anzianità. »

**DUVERGER.** Je ne reproduirai pas dans leur entier toutes les raisons que j'ai données dans la discussion générale pour combattre cet article et pour demander qu'on lui substitue celui du projet primitif du Ministère que je crois infiniment plus conforme à l'esprit de la loi elle-même. L'esprit de la loi est de donner un avancement plus rapide aux jeunes officiers d'avenir, afin de leur permettre de parvenir aux grades supérieurs dans l'âge de la vigueur et de l'énergie, tout en excitant chez eux une émulation salutaire qui les engage à cultiver leurs talents pour le bien de l'armée et du pays.

Or, messieurs, au moyen de cet avancement donné du grade de sous-lieutenant à celui de lieutenant à l'ancienneté, vous faites perdre à la jeunesse les plus belles années de la vie dans un grade inférieur; vous lui enlevez, comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire, l'émulation, et vous empêchez ainsi un homme de talent et de mérite, quelle que soit la veine d'avancement, d'arriver, à la force de l'âge, aux grades supérieurs. Inutile de vous reproduire les développements pratiques auxquels je me suis livré dans la discussion générale.

Vous voyez, messieurs, que tel n'est pas l'esprit de la loi. On dira que le service de sous-lieutenant est le même que celui de lieutenant. Je suis parfaitement d'accord, et en ce cas c'est une raison de plus pour que, le service étant le même, on ne doive pas faire perdre inutilement aux jeunes gens leur temps dans les grades inférieurs. Il est donc évident que cet article change totalement l'économie de la loi. Je sais fort bien qu'il y a une certaine quantité de militaires, et j'en ai même rencontré en pays étrangers, qui voudraient tout simplement que du grade de soldat à celui d'officier, le choix fût exclusif, et que du grade d'officier à celui de capitaine, l'ancienneté, à son tour, devint exclusive: on admet le choix pour les grades supérieurs. Les auteurs de ce système n'ont pas manqué d'établir une veine d'avancement correspondante au but. Selon eux, il faudrait que cette veine d'avancement partit du grade de sous-lieutenant au grade de capitaine, à l'ancienneté pure, notez-le bien, dans l'espace de 10 à 11 ans.

Or, messieurs, si je demande à messieurs les budgétaires, qui sont très-nombreux dans cette enceinte, s'ils veulent

admettre cette veine, je suis persuadé qu'ils répondront par la négative. Ils l'auraient repoussé en France, ils le repousseront à plus forte raison dans notre pays. En revenant donc à mon premier argument, je dirai que je crois plus conforme à l'esprit de la loi de remettre en vigueur l'article antérieurement proposé par monsieur le ministre, parce que je le crois tout-à-fait en rapport avec les bases qui lui ont servi à confectionner sa loi. Du reste, tout en adoptant l'ensemble de la loi, je m'abstiendrai de voter l'article 15.

**DURANDO, relatore.** La Commissione non potrebbe ammettere le osservazioni dell'onorevole preopinante. È vero che la legge francese e la legge belga, ed anche la prima proposta del Ministero, davano una certa proporzione alla scelta, riguardo ai gradi di tenente e di sottotenente, ma io credo che fecero saviamente a cambiare sistema ed il Senato ed il Ministero. Infatti, le funzioni di tenente e di sottotenente sono identiche, ed è difficile di poter dire chi in queste abbia merito maggiore, quindi sarebbe pericoloso lasciare tali promozioni alla scelta.

D'altronde, pensi la Camera che il sistema che stiamo per introdurre è un sistema nuovo, poichè prima del 1848 si seguiva il sistema dell'anzianità, sistema a cui l'attuale progetto porta colpi di cui bisogna temprare alquanto la violenza; e ciò si farà lasciando che per le funzioni di tenente e di sottotenente le promozioni si facciano sulla base dell'anzianità.

**DUVERGER.** Monsieur le rapporteur de la Commission a combattu les observations que j'ai faites, en disant que le service était le même dans les grades de sous-lieutenant et lieutenant. Il est bien certain que, si nous considérons le militaire du côté du matérialisme, il n'y a point de différence dans le service entre le sous-lieutenant et le lieutenant. Mais telle n'est pas la question. Nous ne devons pas envisager le militaire sous le point de vue du côté matériel seulement, il faut aussi le considérer sous le rapport de l'intelligence; il faut aussi donner de l'avancement et favoriser l'accès aux grades supérieurs aux jeunes gens qui ont du talent, qui profitent de leurs moments de loisir pour se rendre capables de mieux servir un jour, lorsqu'ils seront promus aux grades supérieurs.

Par conséquent, la première observation de l'honorable rapporteur de la Commission ne détruit en rien mes arguments, parce que le temps passé au-delà du nécessaire dans les grades inférieurs émousse l'émulation, dégoûte des études sérieuses et décourage pour le reste de la carrière.

La seconde observation qu'il a faite mérite à mes yeux plus de poids. L'honorable rapporteur de la Commission a dit que nous sommes dans un moment de transition, que nous voulons introduire un système nouveau et que naturellement il ne fallait pas trop en forcer les développements. Je comprends parfaitement ce raisonnement; mais, cependant, il est bon que, tout en suivant ce principe qui est excellent dans la transition, nous n'enlevions pas l'économie de la loi et que nous n'allions pas contrairement à notre but.

Or, j'ai toujours cru et je crois encore qu'au moyen de ces avancements, réservés exclusivement à l'ancienneté, nous dégoûterons une quantité de jeunes gens qui seraient entrés par le volontariat et qui nous auraient fourni d'excellents sous-officiers, mus par l'espérance qu'étant parvenus au grade d'officier, ils leur serait loisible de combler les distances, en ayant le moyen de les franchir par l'instruction et le talent.

Par conséquent, et par toutes ces raisons que je crois plus conformes aux principes de la loi, je maintiens ma première observation.

**PRESIDENTE.** Si compiacca di farmi pervenire il suo emendamento.

**DUVERGER.** Je n'ai point proposé d'amendement; je me suis borné à quelques observations. Ayant admis en principe de ne point retarder une loi qui, quoique imparfaite, est nécessaire au bien de l'armée, je me borne à m'abstenir de voter les articles que je crois préjudiciables.

**PRESIDENTE.** Allora porrò ai voti l'articolo 15. (Vedi sopra)

(La Camera approva.)

« Art. 16. I capitani sono nominati:

« In tempo di pace, fra i luogotenenti di ciascun'arma: due terzi per anzianità ed un terzo a scelta.

« In tempo di guerra, fra i luogotenenti del rispettivo corpo: metà per anzianità e metà a scelta. »

**MEZZENA.** Quest'articolo, secondo che a me pare, presenta un problema, se non d'impossibile, almeno della più difficile soluzione, quello, cioè, di trovare la più giusta e conveniente norma per la promozione al grado di capitano. Abbiamo da una parte il diritto individuale dell'ufficiale, e dall'altra l'interesse dello Stato.

Il diritto individuale si riconosce e non si può altrimenti rassodare che nell'anzianità, e l'interesse dello Stato non si può conseguire che colla scelta. Ma l'anzianità esclusiva ci rimetterebbe nell'errore di prima, cioè ci esporrebbe ad avere al comando dei corpi di divisione militare o nullità o persone violenti, come avvenne per lo passato di taluni che lasciarono nella nazione un'impressione, la quale sicuramente pregiudica la considerazione di cui dovrebbe essere circondata l'armata.

La scelta poi ci potrebbe condurre all'ingiustizia, e forse a torti che produrrebbero anche del malcontento; ma l'interesse dello Stato sarebbe, almeno presumibilmente, garantito.

Però l'anzianità è un tal titolo, secondo me, che bisogna che valga fino ad un certo punto; bisogna che quegli che intraprende una carriera sia assicurato almeno di giungere fino ad un certo grado, direi al grado di capitano, massime che per essere promosso sottotenente ci vuole una data idoneità.

Questa idoneità poi non è eguale in tutti; per conseguenza io proporrei alla Camera che le promozioni fino al grado di capitano avessero per base esclusivamente l'anzianità.

L'onorevole deputato Duverger ha stimato conveniente di proporre alla Camera l'abolizione dell'anzianità nelle promozioni da sottotenente a tenente per promuovere le capacità distinte, ma queste capacità distinte (me ne appello alla Camera ed al signor ministro soprattutto) tante volte sono illusioni che vengono ispirate dall'esteriore di certi individui i quali poi nell'intrinseco non corrispondono alle preconette speranze. Laonde io proporrei alla Camera che l'anzianità sola fosse la base delle promozioni fino al grado di capitano, riservandomi poi di proporre l'abolizione dell'anzianità all'articolo susseguente.

**PRESIDENTE.** Propone che l'anzianità serva di base tanto in tempo di pace che in tempo di guerra?

**MEZZENA.** Solo per il tempo di pace, perchè per il tempo di guerra non riconosco anzianità.

**PRESIDENTE.** Domando se questa proposta sia appoggiata.

(È appoggiata.)

**DURANDO, relatore.** Se si accettasse l'emendamento proposto dall'onorevole deputato Mezzena, io credo che la legge resterebbe affatto illusoria.

Che cosa vogliamo stabilire con questa legge? Noi vogliamo particolarmente fare in modo di avere capi giovani, energici per il tempo di pace, che servano poi per il tempo di guerra. Ora noi abbiamo già stabilito per base l'anzianità per le promozioni da sottotenente a tenente, il che è già un ritardo, ed io stesso ho consigliato la Camera di votarlo per un rispetto all'anzianità; ma se dopo aver già posto un ritardo dal grado di sottotenente a tenente, noi lo mettiamo ancora al grado di capitano, allora noi non otteniamo più lo scopo che la legge si prefigge.

Io prego la Camera a voler por mente allo scopo della legge, il quale, ripeto, si è di avere capi giovani ed energici per il comando superiore; e se noi adottiamo l'emendamento del deputato Mezzena, lo scopo principale è fallito.

**MEZZENA.** Mi pare che non si richiegga una grande anzianità per giungere al grado di capitano; una volta poi che uno sia stato quattro anni capitano, il ministro è padrone di farlo maggiore, siccome intendeva di proporre.

**BOYL.** Ho domandato di parlare per far solo una breve osservazione.

Prima della guerra ho comandato quattro o cinque reggimenti, e mi avvenne perciò di osservare che la massima parte dei tenenti che dovevano essere promossi al grado di capitano non avevano mai meno di 19 anni di servizio; quindi si vede che, prendendo a regola la sola anzianità, coloro che avessero le qualità per salire ai primi gradi, sarebbero già troppo avanzati in età.

Del resto, da quanto ha detto l'onorevole relatore, risulta all'evidenza che, qualora non si potesse ricorrere alla scelta fra i tenenti per le nomine al grado di capitano, l'esercito non potrebbe a meno che averne gravissimo scapito.

**PRESIDENTE.** Metterò ai voti l'emendamento proposto dal deputato Mezzena, il quale consiste nel dire:

« I capitani sono nominati in tempo di pace fra i luogotenenti di ciascun'arma esclusivamente per anzianità. »

(La Camera rigetta.)

**PINELLI.** Poichè vedo rigettato l'emendamento proposto dall'onorevole Mezzena, io ne proporrò un altro alla Camera, o, per meglio dire, riprodurrò un articolo stato in prima proposto dalla Commissione del Senato, la quale poi lo ritirava, persuasa non so da quali ragioni a lei dette dal signor ministro. Quest'articolo era così concepito:

« Le promozioni a tenente ed a capitano sono fatte in tempo di pace per un quinto a scelta del Re, e pel rimanente secondo l'ordine di anzianità; in tempo di guerra metà a scelta del Re, e metà per avanzamento. »

Io propongo questo emendamento in primo luogo, per non veder troppo favoriti i prediletti; in secondo luogo perchè io credo che, quando si avranno minori posti da dare al merito, questo sarà più epurato. Io consiglierei per conseguenza alla Camera di rimettere nella legge l'articolo tal quale era proposto dalla Commissione del Senato omettendo la parola *tenente* perchè su questo si è già disposto; quindi questo articolo sarebbe formulato in questo senso:

« Le promozioni a capitano sono fatte in tempo di pace per un quinto a scelta del Re, pel rimanente secondo l'ordine d'anzianità; in tempo di guerra metà a scelta del Re, e metà per avanzamento. »

Fui mosso a proporre questo emendamento dalla considerazione che il grado di capitano è quello in cui l'ufficiale incomincia a godere di un certo benessere, anche preso sotto l'aspetto pecuniario; quindi, per incoraggiare la gioventù ad abbracciare la carriera militare, bisogna lasciare loro una grande facilità di pervenire a questo grado.

Accordando poi questo grado per un quinto al merito, si apre la carriera a quegli ufficiali chiamati a percorrere la carriera superiore.

La media di promozione che si osservava negli anni anteriori alla guerra, e che sarà certamente aumentata, era annualmente di 30 capitani, parlando della sola fanteria; or dunque, supposto che questa media sia portata anche ai 40, promovendone 8 per il merito, saranno pur sempre 32 posti di capitano da concedersi a quelli che con una buona condotta hanno disimpegnato le funzioni di tenente e che dopo aver servito per 8 o 10 anni nella bassa forza hanno diritto di avere una posizione sociale che loro renda più agiata la vita nell'età avanzata.

Per conseguenza io credo che la scelta dovrebbe restringersi al quinto. La Commissione del Senato aveva in questo senso proposto l'articolo; ignoro i motivi che l'hanno indotta a desistere da questa proposta; ma a me pare che in essa stia forse l'unico mezzo di rendere questa legge conciliabile coll'interesse del servizio, e con quei riguardi dovuti all'anzianità.

**PRESIDENTE.** Domando se la proposta del deputato Pinelli è appoggiata.

(È appoggiata.)

**LA MAHMORA, ministro della guerra.** Io prego la Camera a non aderire all'emendamento proposto dall'onorevole Pinelli.

In seno alla Commissione del Senato si tenne a questo proposito una lunga ed interessante discussione; sedevano in quella Commissione quasi tutte le sommità della nostra armata, quasi tutti i generali che fanno parte del Consiglio permanente di guerra.

Allora, mentre si modificava questo articolo in favore della scelta, se ne modificavano anche altri due in favore dell'anzianità. Secondo il progetto citato dall'onorevole Pinelli, tutti i gradi superiori a capitano erano dati a scelta, e fu in seguito alla discussione da me accennata che si pensò di modificare i tre articoli, e di lasciare che anche al grado di maggiore una parte giungesse per anzianità; ma si allargò alquanto la scelta per quel che riguarda il passaggio a capitano. Ora, siccome è mia intenzione di sostenere che la metà delle nomine dei maggiori si faccia a scelta, se si volesse restringere in questo articolo la parte dell'anzianità, si verrebbe di gran lunga a scemare, se non ad annullare i vantaggi che si vogliono con questa legge conseguire.

Laonde io prego la Camera a voler ben ponderare la cosa ed a voler lasciare l'articolo quale è proposto.

**PINELLI.** Veramente io concorro pure col signor ministro in quanto egli dice circa il grado di maggiore; ma non ne parlo, perchè questo grado si riferisce all'articolo 17, al quale non siamo ancora giunti.

Ma io troverei molto più logico di accordare una gran parte di anzianità al grado di capitano ed una minor parte al grado di maggiore, perchè sappiamo tutti che le funzioni di maggiore sono di gran lunga più importanti.

Io non vedo dunque perchè si dia due terzi all'anzianità ed un terzo alla scelta nella nomina dei capitani, e poi metà all'anzianità e metà alla scelta in quella dei maggiori; io troverei più giusto di dare un quinto solo a scelta pei capitani e di restringere ad un terzo la parte data all'anzianità per venire maggiore.

Io mi servirò a questo riguardo dell'argomento validissimo addotto dall'onorevole relatore nell'articolo precedenti spondendo all'onorevole Duverger, il quale diceva questo è un sistema nuovo, e che bisogna applicarlo

parsimonia; che se noi cominciamo a dare un terzo di scelta al grado di capitano, non sarebbe conveniente, perchè non avvi ufficiale che desideri di venir solo tenente, tutti si lusingano di venir capitani; e se vi è un terzo accordato alla scelta, molti gradi sono portati via.

Vede la Camera, che prendendo il numero 59 che è esattamente divisibile per tre, avremo 13 posti dati alla scelta, e solamente 26 all'anzianità.

Per conseguenza io persisto nel mio emendamento, salvo a proporre un aumento quanto alla scelta per passare da capitano a maggiore, ove la Camera lo creda opportuno.

**DUVERGER.** L'honorable député Pinelli vient de me rappeler l'argument que monsieur le rapporteur a opposé tout-à-l'heure à mes observations; moi je lui rappellerai la réponse que j'ai faite.

J'ai dit que, lorsqu'il s'agissait de proportion, il fallait au moins que cette proportion fût établie de manière à ne pas annuler la loi; qu'il ne fallait pas aller trop loin, mais qu'il ne fallait pas non plus anéantir le principe de la loi. Or monsieur Pinelli vient de dire que le cinquième suffit; je prétends, au contraire, que le cinquième nous donne la nullité. En effet, monsieur Pinelli parle de 40 capitaines; c'est un nombre effrayant, qui peut-être a pu se réaliser du temps de l'âge d'or, mais dans un moment où nous sommes, quant aux promotions, à l'âge de fer, ou, pour mieux dire, à l'âge de bronze, cette proportion ne peut pas être gardée.

En effet, maintenant comme toujours, les promotions sont plus fortes pour l'infanterie, parce que l'infanterie est plus nombreuse; mais parlons de la cavalerie. Combien avez-vous de capitaines nommés dans une année? On en compte trois. Par conséquent, si nous prenons le cinquième, quel sera ce cinquième? C'est à dire que nous n'aurons rien du tout.

Pour rendre efficace l'esprit de la loi, je pense que, si l'on veut faciliter aux jeunes gens l'accès aux grades supérieurs, il faut leur faciliter un peu l'accès au grade de capitaine; car, comme je l'ai observé tout-à-l'heure, dans les grades inférieurs on se borne au matérialisme du métier. Et si le jeune homme d'instruction et de moyens désire arriver au grade de capitaine, c'est seulement parce qu'à ce grade il peut progresser dans son instruction militaire, il peut s'y fortifier, il peut apprendre à connaître les ressorts de l'esprit militaire, les nécessités du commandement et de l'administration; c'est parce qu'à ce grade il commence à avoir un commandement et comprendre les obligations que donne une responsabilité.

Je crois qu'un bon capitaine devient facilement major. En conséquence j'aime mieux qu'on fasse rester plus longtemps au grade de capitaine, mais que l'accès soit plus facilement ouvert, lorsque les talents et l'expérience acquise en donnent le droit. J'insiste donc pour que l'article soit maintenu, suivant le désir de monsieur le ministre.

**PINELLI.** L'onorevole Duverger probabilmente non ha conoscenza del regolamento che fu comunicato alla sola Commissione, perchè, ove lo conoscesse, saprebbe che, anche dato il caso che vi fossero tre soli posti vacanti nella cavalleria, se ne terrebbe conto nelle promozioni susseguenti, locchè vuol dire che, se per quest'anno non vi sarebbe quel posto dato al merito, nell'anno venturo ve ne sarebbero due. Ciò posto, l'asserzione che si riduce al nulla la promozione per merito, non sussiste.

Io non contendo poi che l'età più appropriata per istudiare sia la gioventù, e che, se non si studia negli anni gio-

vanili, è assai malagevole in età più matura procacciarsi le necessarie cognizioni. Ciò però non vuol dire che si debba secondare la voglia sfrenata che ha la gioventù di pervenire celeremente al grado di capitano.

Si persuade l'onorevole Duverger che massimamente nella cavalleria, i doveri di un capitano sono molto gravi, e che non torna così facile l'adempirli. Il governare 60, 80 cavalli in tempo di pace e 100 in guerra, ed una pari quantità d'uomini, non è cosa che si apprenda così facilmente. È vero che nell'arma di cavalleria chi sa guidare uno squadrone troverà poca difficoltà a guidarne due e perciò sono d'accordo con lui che potrà benissimo esercire il comando su due squadroni come compete ad un maggiore; ma le funzioni di tal grado sono molteplici, e per convincersene basta la lettura dello stato di caratteristica di cui ci ha dato conoscenza il signor ministro, stato che certamente il deputato Duverger già conosce; esso mette in luce le attribuzioni necessarie ad un maggiore e la responsabilità che pesa su di un ufficiale superiore. Fa d'uopo considerare che nei reggimenti di cavalleria sono pochi i maggiori, che in tempo di guerra un ufficiale superiore da un momento all'altro è chiamato ad assumere le parti di comandante di corpo, quindi grande è la responsabilità che pesa su quest'ufficiale.

Egli vorrebbe accordare metà al merito e metà alla scelta; io non mi oppongo a che si lasci la nomina dei maggiori, in tempo di pace, metà al merito, metà alla scelta, dirò solamente che piuttosto di fare una larga parte al merito riguardo ai capitani, è più logico, come ho già osservato al ministro, di lasciare una parte più larga al merito nel passaggio da capitano a maggiore, che in quello da luogotenente a capitano.

Questa proporzione è preferibile nell'arma di cavalleria, dove esistono il luogotenente in 1° ed in 2°, dimodochè tutti i luogotenenti in 1° sapranno comandare uno squadrone di 80 o 120 cavalli, ragione di più questa per accordare maggior parte all'anzianità nel passo da luogotenente a capitano.

**DUVERGER.** L'honorable monsieur Pinelli vient de me contester la première assertion que j'ai eu l'honneur de soumettre tout-à-l'heure à la Chambre. Il a dit que s'il n'y a que trois places, la cinquième viendra l'année prochaine; mais il n'est pas sûr que cette cinquième place vienne l'année prochaine, et comme il y a beaucoup d'aspirants, il est très-probable que cette promotion ne devienne tout-à-fait illusoire. Monsieur le député Pinelli vient de dire que la jeunesse a un désir effréné d'avancement; je ne répondrais pas à cette assertion que rien ne justifie.

La jeunesse (et je parle de la jeunesse studieuse, qui emploie son temps au travail et à chercher à acquérir dans ses jeunes années une instruction profonde pour l'employer efficacement au service du pays), cette jeunesse, je le proclame hautement, désire nécessairement arriver le plus vite possible à un emploi où cette instruction puisse s'appliquer utilement, puisse se fortifier et se développer. C'est ce qui n'arrive pas aux grades inférieurs, mais seulement au grade de capitaine. L'honorable député Pinelli a parlé de la cavalerie et il a dit que dans cette arme il fallait de l'expérience. Certainement il faut de l'expérience, mais il faut aussi de la jeunesse et si j'ai établi que cette expérience ne venait qu'au grade de capitaine, je n'ai pas dit qu'il fallût sauter trop vite du grade de capitaine à celui de major.

Je crois, au contraire, et en cela tous les organisateurs de cavalerie, tous les hommes compétents dans la matière en ont convenu avant moi, que dans la cavalerie il faut faire

vite arriver les officiers distingués au grade de capitaine, mais qu'arrivés à ce grade il faut les y tenir pendant quelque temps afin de leur donner le temps d'acquérir de l'expérience et de compléter leur instruction.

L'honorable monsieur Pinelli me permettra d'adhérer en cela, comme dans tout le reste, aux avis de militaires qui, ayant fait des campagnes et ayant servi dans des armées parfaitement organisées, méritent ma confiance.

**DURANDO, relatore.** Aggiungerò poche parole al sin qui detto, perchè credo la Camera sufficientemente illuminata su questo argomento. (Si / si!)

Il sistema presentemente proposto è in sostanza lo stesso che è stabilito dalla legge francese e che fu discusso ed esaminato dai militari più eminenti che sedevano nella Camera dei pari e nella Camera dei deputati.

Credo poi che bisogna ammettere il terzo anzichè il quinto, come proponeva l'onorevole deputato Pinelli, perchè, ammettendo la proporzione del quinto, io temo che la legge non possa ottenere il suo scopo. Accadrà infatti, come è accaduto nel Belgio ed in Francia, che i capi di corpo alquanto deboli inscriviranno nella nota di quelli su cui deve cadere la scelta anche coloro che non hanno altro merito che l'anzianità.

Quindi vede la Camera che, se noi restringiamo questa proporzione, cadremo nell'inconveniente che s'infiltreranno anche degli ufficiali mediocri, e siccome si tratta di un grado che darà poi l'elemento per gli ufficiali superiori, è perciò conveniente lasciare una certa latitudine, affinchè entrino veramente uomini capaci.

Dabito perciò assai che ove si restringesse solamente ad un quinto la scelta, non potremo mai conseguire lo scopo che la legge si propone.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Boyd.

**BOYL.** Faccio osservare che nel Belgio i capitani sono nominati la metà a scelta e la metà per anzianità; dimodochè, determinandosi da noi tale proporzione soltanto a un terzo, parmi non possa più elevarsi difficoltà.

**PRESIDENTE.** Metto dunque ai voti l'emendamento del deputato Pinelli.

(Dopo prova e controprova, è rigettato.)

Ora metto ai voti l'articolo 16.

(La Camera approva.)

*Voci.* A domani! a domani!

**PRESIDENTE.** Prego i signori deputati a riunirsi domani negli uffici alle ore 12 per esaminare il progetto di legge presentato quest'oggi dal deputato De Viry.

La seduta è levata alle ore 5.

*Ordine del giorno per la tornata di domani:*

1° Seguito della discussione del progetto di legge per l'avanzamento nell'esercito;

2° Discussione del bilancio passivo dell'azienda dell'interno.